

# INVESTISSEMENT À IMPACT GENRÉ ET

## MULTIPLICATION DE FAUSSES SOLUTIONS

Une analyse pour mouvements féministes



L'Association pour les droits des femmes dans le développement (AWID) est une organisation féministe, associative et internationale de soutien aux mouvements. Notre mission est d'aider les mouvements féministes, en faveur des droits des femmes et de la justice de genre à s'épanouir, à être un élément moteur de l'opposition aux systèmes d'oppression et à cocréer des réalités féministes.

[www.awid.org](http://www.awid.org)

---

## Investissement à impact genré et multiplication de fausses solutions : une analyse pour mouvements féministes

janvier 2023

**Auteurs :** Sanam Amin and Diyana Yahaya

**Traduction :** Camille Dufour

**Révision :** Kasia Staszewska, Inna Michaeli, Sanyu Awori, Tenzin Dolker et Gopika Bashi

**Contributrices :** Ana Ines Abelenda et Fenya Fischler

**Graphisme :** Chelsea Very Design

**Portraits :** Ellena Ekarahendy

### Remerciements

L'AWID remercie les nombreuses personnes dont les idées et l'inspiration ont consolidé la création de ce rapport. Avant toute chose, nous tenons à remercier l'équipe de conseil et recherche, Sanam Amin et Diyana Yahaya, pour leurs travaux de recherche rigoureux et leurs analyses pointues.

Merci aux participant·e·s des ateliers d'expertise en matière de réflexion : Priyanthi Fernando, Marija Jakovljevic, Bandana Pattanaik, Fátima Valdivia, Daniela Marin Platero, Neelanjana Mukhia, Rola Masri, Rosa Lizarde, Sachini Perera, Vanita Mukherjee, Emilia Reyes, Anissa Daboussi, Faye Macheke, Nancy Kachingwe, Jazmín Bergel Varela, Lebohang Liepollo, Wardarina, Cindy Clark et Priscilla Hon. Merci de nous avoir généreusement fait profiter de votre sagesse, de vos réflexions et de votre temps. Votre analyse collective, dans l'esprit des approches féministes de la connaissance, est le fondement de ce rapport. Merci aussi à Mariam Diefallah qui a documenté ces ateliers.

Merci à Suzanne Biegel, Myriam Vander Stichele, Jessica Norwood, Jennifer Olmsted, Jessica Houssian, Rehana Nathoo, Beth Woroniuk, Robyn Oates et Vipul Bhagat, qui ont accepté de se prêter à des entretiens pour ce rapport. Merci également à Gaithiri Siva, Stefan Bollier, Emma Burgisser, Nwamaka Agbo et Annie Hillar qui nous ont fait part de leurs observations dans les premières étapes de ce travail. Nous reconnaissons que cette publication ne représente pas les opinions de toutes les personnes qui ont accepté d'être interviewées et qui ont été engagées à différentes étapes du processus de recherche pour ce rapport.

Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Partage dans les mêmes conditions 4.0 International (CC BY- NC-SA 4.0)

[www.creativecommons.org](http://www.creativecommons.org)

Cette publication peut être redistribuée de manière non commerciale dans quelque média que ce soit, sans modification et dans son intégralité, avec mention de l'AWID et des auteurs.

2023 Publié par l'AWID



# Liste des acronymes et des mots clés utilisés dans ce rapport

## ACRONYMES

<b>AFD</b>	Agence française de développement
<b>APD</b>	Aide publique au développement
<b>BdP</b>	Bas de la Pyramide
<b>CDFI</b>	Établissements financiers de développement local (en anglais, <i>Community development finance institutions</i> )
<b>ESG</b>	Environnemental, social et de gouvernance
<b>FENU</b>	Fonds d'équipement des Nations Unies
<b>FGE</b>	Forum Génération Égalité
<b>FPIC</b>	Consentement préalable, libre et éclairé (en anglais, <i>Free, Prior, and Informed Consent</i> )
<b>GII</b>	Investissement à impact genré (en anglais, <i>Gender Impact Investment</i> )
<b>GIIN</b>	Réseau mondial d'investissement à impact (en anglais, <i>Global Impact Investing Network</i> )
<b>GLI</b>	Investissement réalisé dans une optique de genre (en anglais, <i>Gender Lens investment</i> )
<b>IFD</b>	Institutions de financement du développement
<b>ODD</b>	Objectifs de développement durable
<b>UNU</b>	Organisation des Nations unies
<b>RDC</b>	République démocratique du Congo
<b>WEE</b>	Autonomisation économique des femmes (en anglais, <i>Women's Economic Empowerment</i> )

## MOTS CLÉS

### Actifs sous gestion (ASG)

valeur marchande totale des investissements gérés par un fonds, une famille de fonds, une société de capital-risque, une société de courtage, un individu enregistré en tant que conseiller en investissement ou un gestionnaire de portefeuille.

### Financement mixte

utilisation de financements publics ou philanthropiques pour la mobilisation de capitaux privés supplémentaires vers des marchés émergents ou frontières, souvent dans des pays en développement, qui devraient produire des rendements pour les investisseurs et la communauté.

### Investissement à impact genré (GII)

sous-catégorie d'investissement durable ou éthique qui intègre des facteurs et des objectifs liés au genre dans les stratégies d'investissement afin d'augmenter les rendements et d'avoir un « impact » sur l'égalité des genres. Les objectifs de GII sont généralement autodéfinis par l'investisseur et peuvent aller de l'augmentation du pourcentage d'emplois féminins ou de la présence de femmes dans la direction à la création de services dont les femmes ont besoin.

## Investissement réalisé dans une optique de genre (GLI)

alors que l'investissement à impact genré vise à avoir des « objectifs » réels axés sur l'avancée de l'égalité des genres, l'investissement réalisé dans une optique de genre consiste à prendre en compte des « facteurs de genre » largement définis. Dans la pratique, cependant, ni l'investissement à impact genré ni l'investissement réalisé dans une optique de genre n'ont de normes clairement définies et ne relèvent d'un organisme de réglementation, et les deux termes sont souvent utilisés de manière interchangeable.

### « Gender Bond »

type d'obligation sociale qui fournit des fonds aux entreprises ou aux institutions engagées dans un objectif vaguement défini d' « égalité des genres ». Il peut s'agir, entre autres, de véhicules de financement émis par des banques nationales ou de développement pour des entreprises dirigées par des femmes, ayant mis en place des politiques d'égalité des genres ou offrant des produits et services pour les femmes.

### Véhicule d'investissement

instrument ou produit permettant aux investisseurs de mener à bien leurs stratégies d'investissement et d'obtenir un rendement financier par le biais de revenus et de gains en capital. Les exemples de véhicules d'investissement comprennent le capital-risque, les capitaux privés, les dettes ou les obligations.

## Environnemental, social et gouvernance (ESG)

ce sont les trois principaux domaines d'intérêt des investisseurs qui souhaitent suivre une stratégie d'investissement socialement responsable. Ils constituent les espaces de prédilection pour les investissements dits verts et durables, l'égalité de genre étant un élément moins important. Dans le même sens que le GII, l'investissement ESG a manqué de normes clairement définies et a été largement autodéfini. Il est désormais susceptible de faire l'objet de définitions et de critères plus clairs, car des travaux sont actuellement en cours dans l'UE et l'ASEAN pour définir sa taxonomie.

### Taxonomie

ensemble défini de critères utilisés pour évaluer comment un actif financier se comportera par rapport à ses objectifs définis, généralement des objectifs ESG. La [taxonomie de l'UE](#) (lien non disponible en français), par exemple, est un système de classification établissant une liste d'activités économiques écologiquement durables. De son côté, la [taxonomie de l'ASEAN](#) vise à orienter les capitaux et les financements vers des activités qui peuvent contribuer à promouvoir la transformation systémique nécessaire en Asie du Sud-Est.

### Mécanismes d'atténuation des risques

instruments pouvant réduire, transférer ou compenser des types de risques spécifiques qui préoccupent les investisseurs peu enclins à prendre des risques. Les instruments d'atténuation des risques peuvent inclure la création de fonds fournissant aux investisseurs un capital de première perte ou des taux de rendement préférentiels - souvent avec le soutien du financement du développement - et sont censés encourager les investissements du secteur privé en garantissant des avantages financiers ou en couvrant les pertes que les investisseurs peuvent subir au cours de leur investissement à impact.

# Avant-propos

L'investissement à impact généré (GII) est aujourd'hui considéré comme une solution à l'inégalité des genres mais en réalité, il fait partie du problème, comme en témoigne ce rapport.

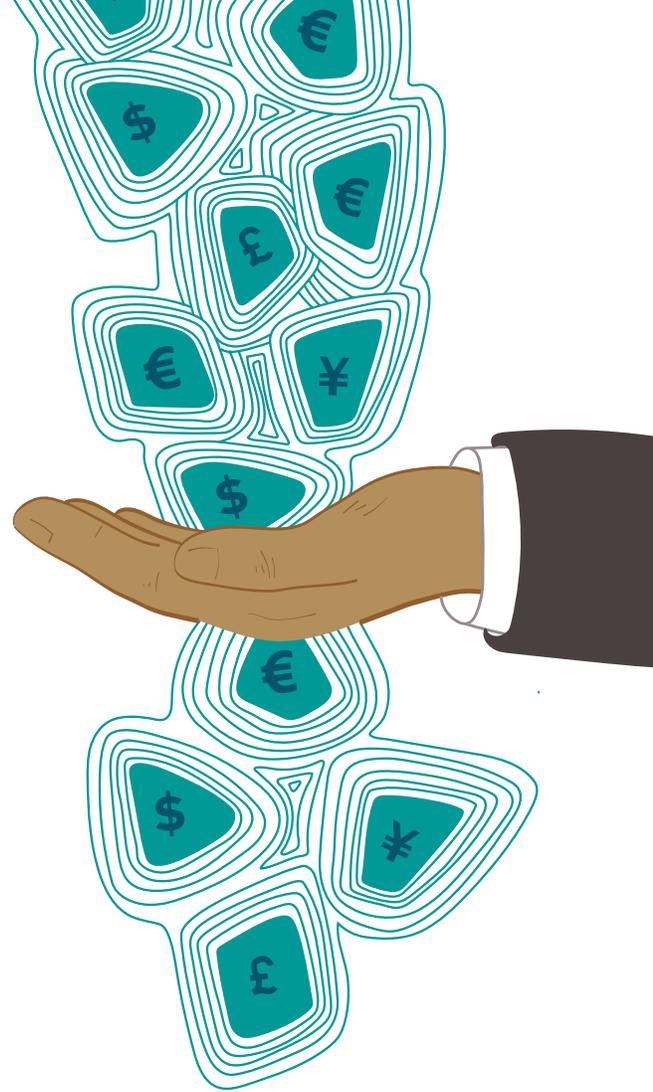
Les institutions publiques et privées qui commercialisent le GII l'associent à la promotion de l'égalité des genres et à un accroissement des ressources pour les femmes et les filles, bien qu'aucune de ces affirmations ne soit réellement fondée. En réalité, le GII n'est qu'une autre expression de la soumission de nos vies et de nos sociétés à la même logique financière qui a façonné, et continue de façonner, les profondes inégalités dans notre monde.

Avec ce rapport, l'AWID offre aux lecteurs-trices - féministes, défenseurs-euses de la justice de genre et autres acteurs-trices du paysage de l'investissement à impact généré - une analyse critique et des arguments étayés pour comprendre le GII, ses discours et les implications économiques et politiques qu'il comporte pour les mouvements féministes.

Tout d'abord, qu'est-ce que l'investissement à impact généré? Les données et les arguments présentés dans ce rapport soulignent la portée financière du GII et se penchent sur les raisons de l'ambiguïté de sa définition. Dans la continuité de la recherche de l'AWID, [Où est l'argent pour les droits des femmes?](#), ce rapport analyse d'où provient l'argent du GII et où il va. Vous remarquerez que si le GII ne représente qu'une petite partie du paysage de l'investissement à impact dans son ensemble, il représente toutefois une somme considérable dans l'écosystème du financement féministe, et donc un sujet de grande préoccupation pour les mouvements féministes et les défenseurs-euses de la justice de genre.

Deuxièmement, nous notons que le GII n'est pas le seul instrument sur la liste des instruments commercialisés avec succès et présentés comme bénéfiques pour l'égalité des genres, et s'il existe peu de données pour valider ces assertions, le contraire est largement prouvé. Le GII s'associe à d'autres tendances, comme les partenariats public-privé (PPP), où le succès des fausses solutions n'est pas terni par les preuves de plus en plus nombreuses de leurs effets néfastes sur les services publics et sur ceux-celles qui en dépendent le plus - les femmes, les personnes non binaires et de genre différent issues de communautés historiquement marginalisées.

Troisièmement, le rapport replace le GII dans le contexte plus large de l'économie politique actuelle, qui place la logique d'entreprise et les profits privés au centre de la vie sociale et des institutions publiques. Ce



contexte est nécessaire pour donner un sens aux données et à l'analyse. Les approches axées sur le marché rognent les programmes d'égalité des genres pour les aligner sur les intérêts des entreprises et du secteur privé, perdant ainsi les éléments transformateurs qui pourraient mettre en danger les retours financiers de l'investissement particulier en question et les intérêts du secteur privé en général. L'examen critique du GII dans le contexte de l'économie mondiale actuelle révèle un mécanisme profondément néocolonial où les interventions et les investissements du Nord continuent de profiter de l'extraction de la main-d'œuvre et des ressources dans le Sud.

Enfin, les formidables avancées des mouvements féministes en faveur de la transformation des sociétés ont conduit à des résultats inattendus, comme la cooptation de l'égalité des genres et de la rhétorique féministe sur le changement de système au service de fausses solutions, et nous considérons que les GII font partie de cette catégorie. Le langage technique inaccessible des GII ne fait que dissuader davantage les activistes de se lancer dans tout engagement critique plus profond.

Tous les modèles de GII ou d'investissement à impact ne présentent pas les mêmes conséquences néfastes pour les mouvements féministes. Ce rapport reconnaît la diversité des modèles et des pratiques dans le domaine du GII, ainsi que la diversité idéologique et politique de ses acteurs·trices, y compris les activistes féministes et œuvrant en faveur de la justice sociale qui poursuivent des agendas véritablement transformateurs allant au-delà de la simple génération de profits.

Cependant, comme ce rapport l'indique également, il s'agit d'exemples individuels et à petite échelle qui ne peuvent pas résoudre les problèmes structurels du GII ni la façon dont il contredit les agendas féministes en faveur de la justice économique, climatique et des ressources. Ainsi, ce rapport met en garde contre la propension à considérer les instruments du marché financier comme émancipateurs et nous invite à travailler courageusement sur les inconforts bien réels de notre complicité individuelle et institutionnelle.

Bien sûr, nous faisons tou·te·s des compromis individuels et institutionnels lorsque nous naviguons dans les complexités de l'économie mondiale. Même avec les meilleures intentions du monde, il est difficile pour chacun·e d'entre nous d'échapper aux systèmes et aux structures qui sont à l'origine des inégalités et des injustices. Le simple fait d'avoir un compte en banque, d'acheter une robe dernier cri ou de prendre l'avion suffit à rendre quiconque d'entre nous complice de vastes réseaux de violence sociale et écologique. *Une institution peut très bien investir ses fonds, et c'est d'ailleurs ce que fait l'AWID, mais nous n'avons pas la prétention de croire que nos investissements contribuent au bien social ou génèrent des "impacts genrés". Nous estimons qu'au mieux, nous pouvons - et devons - nous efforcer de minorer les dégâts qu'entraîne notre complicité.*

**Avec ce rapport, nous nous invitons à entamer cette réflexion indispensable.**

*Inna Michaeli*

Inna Michaeli

Codirectrice exécutive, Association pour les droits des femmes dans le développement (AWID)

# Sommaire

<b>Observations principales</b>	<b>8</b>
<b>Méthodologie</b>	<b>9</b>
<b>Une introduction au GII</b>	<b>10</b>
<i>Que faut-il entendre par « investissement à impact genré »?</i>	10
<i>Comment le GII est-il mis en œuvre?</i>	14
<i>Qui figure dans le paysage du GII?</i>	15
<b>Quel est le poids économique du GII?</b>	<b>17</b>
<b>D'où provient l'argent?</b>	<b>21</b>
<b>Où vont les fonds du GII?</b>	<b>22</b>
<i>Répartition géographique</i>	22
<i>Répartition par secteurs</i>	23
<b>Exemples du GII « en action »</b>	<b>24</b>
<i>Initiative d'investissement réalisé dans une optique de genre Phatisa</i>	24
Approche du GII/GLI de Phatisa	26
<i>2X Collaborative</i>	27
Approche du GII/GLI de 2XC	28
<b>L'essor et les risques du GII</b>	<b>29</b>
<i>Capitalisme woke</i>	29
<i>Pistes d'exploitation</i>	30
<b>Considérations à l'intention des mouvements féministes</b>	<b>32</b>
<i>La confusion entre ressourcement pour l'égalité des genres et GII</i>	34
<i>Cooptation du langage, des idées et du discours féministes</i>	35
<i>Privatisation des espaces multilatéraux et capture corporative</i>	36
<i>Faible responsabilisation des investisseurs et défenseur·e·s du GII</i>	37
<i>Fausse solutions vs l'agenda féministe en faveur d'un changement systémique</i>	38
<b>Annexe : liste des personnes ayant participé aux entretiens</b>	<b>39</b>

# Observations principales

« Il nous faut plus de ressources, mais pas de cette manière. »

- Nancy Kachingwe, South Feminist Futures

Le terme « investissement à impact genré » (Gender Impact Investing, GII) est apparu en 2009 pour désigner une stratégie et/ou une approche des investissements axée sur le genre, mais il n'existe toujours pas de norme ou de définition commune de ce que sont réellement les « facteurs basés sur le genre » ou « l'analyse du genre » dans l'investissement à impact.

Si la popularité et le volume des fonds du GII ont augmenté de manière considérable ces dernières années, il est difficile d'évaluer les véritables chiffres qui se cachent derrière, car la plupart des chiffres disponibles sont basés sur les déclarations des investisseurs qui additionnent les estimations sans aucune vérification substantielle ou protocole normalisé de responsabilisation.

Bien que le GII ne représente encore qu'une goutte d'eau dans cet océan qu'est l'industrie de l'investissement à impact dans son ensemble, il n'en est pas moins important si on le compare aux fonds engagés dans les mouvements féministes et les organisations de défense des droits des femmes. Sur environ 630 à 715 milliards de dollars US pour les investissements à impact en 2019, 5 milliards de dollars US étaient des investissements visant un impact genré. À la même époque, l'aide publique au développement (APD) destinée aux organisations de défense des droits des femmes ne représentait que 707 millions de dollars, soit un peu plus d'un pour cent de l'ensemble de l'aide axée sur le genre.<sup>1</sup>

Il existe un risque sérieux de confusion entre le financement du GII et le financement des programmes féministes et de l'égalité des genres. En dépit d'une absence de preuve réelle de sa contribution substantielle au changement social, les institutions financières de développement (IFD), les banques multilatérales et d'autres entités publiques ont investi des sommes considérables pour attirer des capitaux commerciaux dans le GII. Selon l'Enquête 2020 de l'OCDE sur les fonds et mécanismes de financement mixte, 77 % du capital des véhicules de financement mixte dédiés à l'égalité des genres appartenaient à des gouvernements et à des agences de développement.<sup>2</sup>

<sup>1</sup> OCDE Direction de la coopération pour le développement, *Le financement du développement pour l'autonomisation des femmes et l'égalité des genres : un aperçu*, OCDE 2022. Disponible ici : <https://www.oecd.org/fr/cad/aperçu-egalite-genres-apd-2022.pdf>

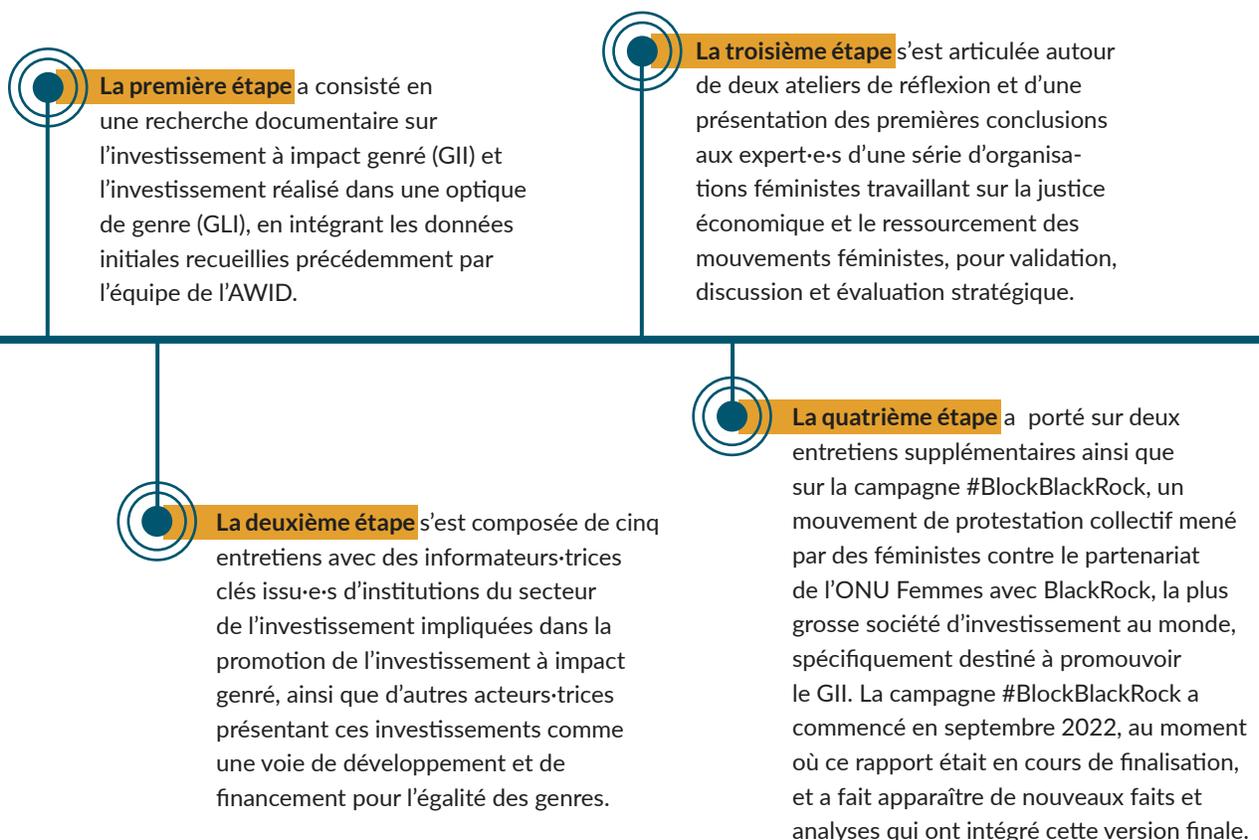
<sup>2</sup> OCDE Direction de la coopération pour le développement, *Blended finance for gender equality and the empowerment of women and girls*, OCDE 2022. Voir : <https://www.oecd.org/dac/2022-blended-finance-gender-equality.pdf> (disponible en anglais uniquement)

Bien que ses partisan·e·s utilisent et cooptent un langage féministe autour du changement systémique et structurel, le GII continue de privilégier le capital privé et les élites économiques, ouvrant l'espace à la poursuite de la financiarisation et de la privatisation des biens et services publics qui entretiennent l'exploitation néocoloniale persistante du travail et des ressources du Sud par le Nord.

Alors que la majeure partie du GII est réalisée par des investisseurs disposant de budgets de plusieurs millions de dollars, des stratégies de genre vaguement définies et presque aucune responsabilisation, il existe quelques exemples d'investissement à impact réalisé par des organisations féministes et des financeurs progressistes axés sur la justice sociale et les droits des femmes qui décentrent les profits, au sens strict du terme, en faveur des droits et du bien-être holistique des personnes et de la planète. Si leurs pratiques n'ont pas les mêmes implications néfastes que le GII plus classique, elles sont néanmoins révélatrices du processus plus large de financiarisation qui s'opère au sein des organisations à but non lucratif.

## Méthodologie

Les informations et l'analyse fournies dans ce rapport proviennent d'un processus en quatre étapes mené par l'équipe de recherche-conseil de Diyana Yahaya et Sanam Amin de novembre 2021 à septembre 2022.





# Une introduction au GII

## Que faut-il entendre par « investissement à impact généré » ?

De manière générale, l'investissement à impact généré (GII) ou l'investissement réalisé dans une optique de genre (GLI) renvoient à une stratégie ou une approche d'investissement prenant en compte des facteurs fondés sur le genre ou une analyse de genre. Cependant, ces facteurs ou cette analyse n'ont pas de normes ou de paramètres établis.

**Le phénomène du GII n'est pas tout à fait nouveau**, le terme « Investissement réalisé dans une optique de genre » (Gender Lens Investment) ayant déjà été utilisé par l'Institut Criterion en 2009.<sup>3</sup> L'AWID a commencé à documenter son émergence en 2014 dans le rapport *Nouveaux acteurs et actrices, argent neuf, dialogues inédits* (*New Actors, New Money, New Conversations*).<sup>4</sup> Depuis, la tendance du GII s'est accentuée pour devenir un sous-ensemble reconnaissable du paysage de l'investissement à impact et des normes environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) d'investissement.<sup>5</sup>

3 Voir : "Our History." *Criterion Institute*. <https://criterioninstitute.org/about/our-history>. (en langue anglaise). Consulté le 22 novembre 2022.

4 Julia Miller, Angelika Arutyunova et Cindy Clark, *Nouveaux acteurs et actrices, argent neuf, dialogues inédits*, AWID, janvier 2014. Disponible ici : <https://www.awid.org/fr/publications/nouveaux-acteurs-et-actrices-argent-neuf-dialogues-inedit>

5 Nous avons constaté lors de nos recherches et entretiens que ces deux termes sont souvent utilisés de manière interchangeable par divers-es acteurs-trices. Certaines des personnes que nous avons interrogées ont établi une distinction entre les deux termes sur la base des critères suivants : facteurs liés au genre, analyse de genre ou résultat de la stratégie d'investissement en termes de genre. Elles ont également cité la neutralité d'action de l'investissement réalisé dans une optique de genre par rapport à l'impact positif ciblé de l'investissement à impact généré. Cependant, comme il n'existe aucune définition universellement reconnue de l'une ou l'autre, nous avons choisi de considérer ces notions comme englobant le même phénomène et nous utiliserons le terme Investissement à impact généré (Gender Impact Investment, GII) tout au long du rapport, sauf dans les cas où la source à laquelle il est fait référence utilise le terme Investissement réalisé dans une optique de genre (Gender Lens Investment, GLI).

Le GII repose sur l'idée qu'il n'y a pas assez d'investissements consacrés aux femmes et qu'investir dans ces dernières permet de générer une croissance économique substantielle grâce aux avantages et à la stabilité qu'offrent les entreprises dirigées par des femmes. Elle s'appuie également sur les stratégies d'investissement de longue date que sont le microcrédit et la microfinance pour les femmes.

Dans l'ensemble, le GII adhère à l'idée de débloquer le capital « à bon escient », en promettant d'utiliser le financement et le capital d'investissement au profit du changement social, de l'égalité des genres et de la lutte contre les inégalités structurelles.<sup>6</sup> Il repose également sur l'idée que si les capitaux publics et privés font des investissements et émettent des obligations ou accordent des crédits, alors le fait d'en consacrer une partie à l'égalité des genres constitue à la fois un bénéfice et un bon premier pas.

Mais comme il n'existe pas de définition commune des « facteurs fondés sur le genre » ou de l'« analyse du genre » dans le GII, dans les faits, les impacts ou les objectifs du GII en matière de genre varient d'un investisseur à l'autre. Au cours de nos recherches, nous avons constaté que ces termes peuvent renvoyer à n'importe quoi, de la facilitation de l'accès des femmes au capital, à l'augmentation du taux d'emploi des femmes, en passant par la garantie de la fourniture des services dont les femmes ont besoin ou l'introduction de politiques contre le harcèlement sexuel.

L'ONU Femmes, par exemple, a proposé la définition suivante pour la notion d'investissement réalisé dans une optique de genre :



*Le GII devrait, à tout le moins, être défini comme l'allocation intentionnelle de capitaux et l'alignement des stratégies, processus et produits d'investissement, qui se traduisent par des contributions positives et tangibles par rapport à des objectifs prédéterminés d'autonomisation des femmes (...) tels que les Principes d'autonomisation des femmes et les ODD, et qui ont le potentiel de générer un retour financier. L'investissement réalisé dans une optique de genre selon cette définition n'est pas un objectif en soi ; c'est l'un des nombreux outils utilisés par les parties prenantes pour parvenir à une égalité durable.<sup>7</sup> »*

<sup>6</sup> Voir : "Our History." *Criterion Institute*. <https://criterioninstitute.org/about/our-history>. (en langue anglaise). Consulté le 22 novembre 2022.

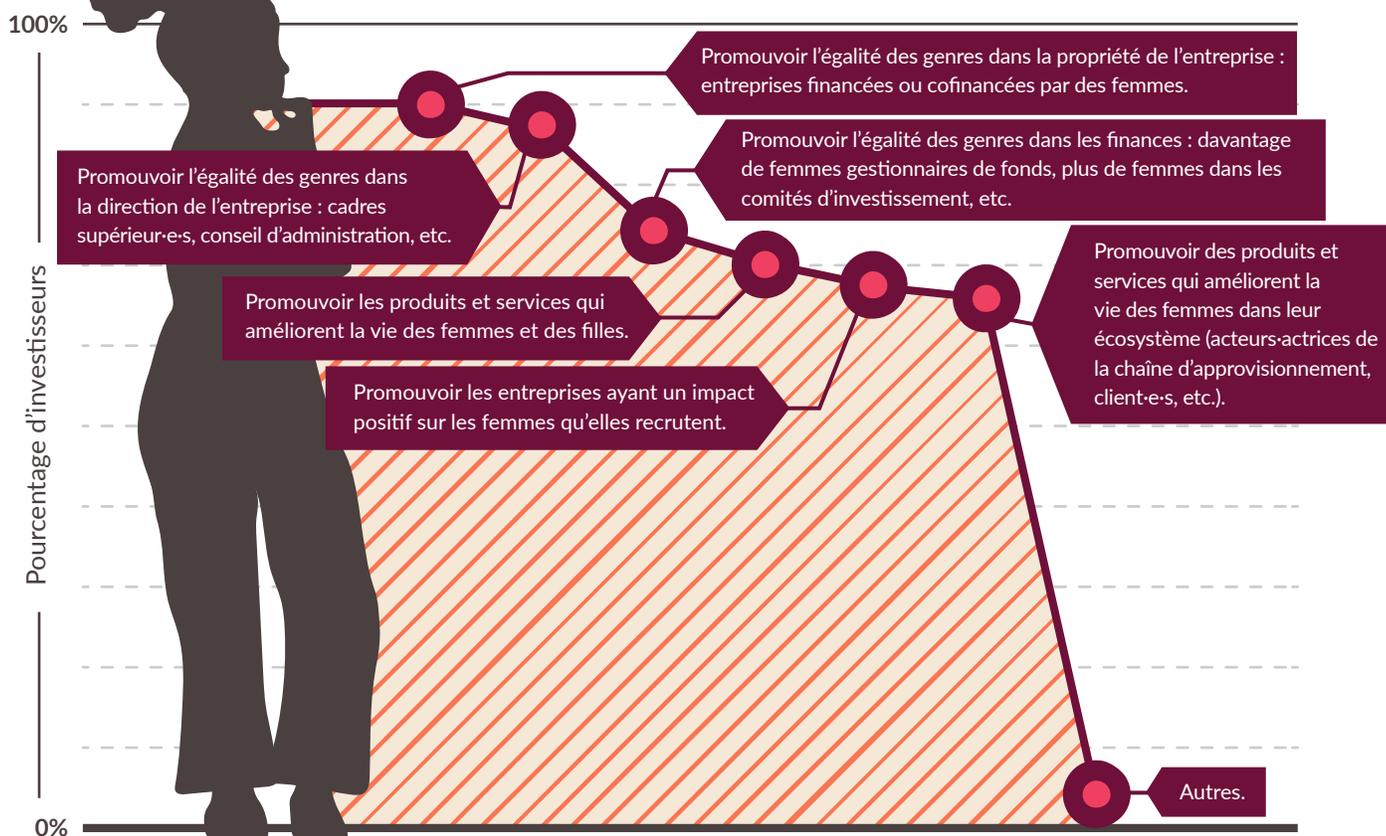
<sup>7</sup> ONU Femmes et Agence Française de Développement, *Public Development Banks Driving Gender Equality: An Overview of Practices and Measurement Frameworks*, octobre 2021. Note de bas de page 11, p. 57. Notez qu'il s'agissait de la définition de travail au moment de la publication. En 2022, l'ONU Femmes poursuit l'élaboration de sa politique sur l'investissement à impact réalisé dans une optique de genre. Voir : <https://www.unwomen.org/sites/default/files/Headquarters/Attachments/Sections/Library/Publications/2021/Public-development-banks-driving-gender-equality-en.pdf>

Le rapport Sage, un rapport annuel qui suit le domaine de l'investissement à impact genré<sup>8</sup>, donne une idée de la diversité de la définition de l'investissement réalisé dans une optique de genre. Les données de la figure 1 ci-dessous sont basées sur une vaste enquête envoyée aux investisseurs proposant six définitions possibles de ce style d'investissement.

Figure 1

## COMMENT DÉFINISSEZ-VOUS L'INVESTISSEMENT À IMPACT GENRÉ?

(Les investisseurs avaient la possibilité de choisir plusieurs options)



Source : Schéma du Projet Sage 4.0. (2021)

Il ressort de toutes ces définitions qu'à l'instar de tout autre type d'investissement, **le GII exige une certaine forme de retour financier pour ses investisseurs**, qu'il soit inférieur, égal ou supérieur au marché. De fait, un rapport mentionne que certains investisseurs privés ont l'impression que l'intégration du genre dans les critères d'investissement augmente les risques de cet investissement, et c'est là l'un des principaux obstacles à la mobilisation de capitaux privés que les promoteurs de l'investissement à impact genré continuent de rencontrer.<sup>9</sup>

<sup>8</sup> Le rapport Sage est une production de la Wharton Social Impact Initiative (WSII) de l'Université de Pennsylvanie et de Catalyst at Large. Fondé par Suzanne Biegel, Catalyst at Large propose des conseils, des conférences et des animations dans le domaine de l'investissement réalisé dans une optique de genre. Pour en savoir plus : <http://www.catalystatlarge.com/>

<sup>9</sup> Raya Papp, Ahmed Aslam, Natasha Shih et Yuka Yabashi. *Gender Lens Investing Landscape: East and Southeast Asia*. Catalyst at Large, SAGANA et Sasakawa Peace Foundation, 2020. Page 27: « There is a common misperception amongst LPs that by adding a gender lens to the investment criteria, one is increasing risk and decreasing the opportunity set. » (« Les commanditaires ont souvent l'impression erronée qu'ajouter une perspective de genre aux critères d'investissement revient à accroître le risque et à réduire l'ensemble des opportunités. ») Disponible en ligne (en langue anglaise uniquement) : <https://sagana.com/wp-content/uploads/2020/07/200720-GLI-Landscape-Report.pdf>



L'investissement à impact a effectivement été un véhicule d'investissement pour les entreprises sociales, les coopératives et les petites et micro entreprises dirigées par des femmes, dont certaines sont gérées par des organisations de défense des droits des femmes et de la justice sociale. Par exemple, RUNWAY, une entreprise d'innovation financière qui s'engage à détruire les barrières systémiques et à réimaginer les politiques et pratiques financières pour soutenir la libération des Noirs, considère les rendements non financiers tels que la justice sociale, environnementale ou raciale comme partie des « rendements » de son GII.<sup>10</sup>

Le Fonds *Buen Vivir* de *Thousand Currents* est un autre exemple : il s'engage à adopter une approche transformative de l'investissement à impact par le biais de la gouvernance participative et d'un investissement au profit d'initiatives économiques de base afin de « rétablir le bien-être holistique des personnes et de la planète ».<sup>11</sup> Le fonds a lancé son premier cycle d'investissement début 2018 pour soutenir des projets en Amérique latine, en Amérique du Nord, en Afrique australe et en Asie du Sud dans des secteurs tels que les soins de santé, le logement, le développement de petites entreprises pour les artisan·e·s et les agriculteurs·trices, et la protection de l'environnement et du climat. Selon le site Web de *Buen Vivir*, « l'investissement total actuel comprend 431 200 dollars [USD] de capitaux d'emprunt, 260 000 dollars [USD] de capitaux de subvention, ainsi que des investissements non quantifiables en temps et en sagesse consentis par les membres du Fonds et les conseillers·ères allié·e·s par le biais de conseils, d'échanges d'apprentissage et de partage d'outils et de pratiques ».<sup>12</sup>

## Cependant, ces exemples ne sont qu'une infime goutte dans l'immense océan de l'investissement à impact.

Dans la plupart des cas, les investisseurs recherchent des rendements financiers et des risques minimums, et restent donc peu enclins à investir dans des projets plutôt « non rentables » de changement systémique, qu'il s'agisse de mettre fin à la violence liée au genre, de réparer les préjudices économiques subis par les communautés autochtones ou de fournir des services publics aux personnes qui en dépendent. Cela n'a toutefois pas empêché le secteur de l'investissement de promouvoir le « changement systémique » dans le cadre de son portefeuille GII.

Voici ce que nous avons découvert grâce à cette recherche : **si le discours du GII a été développé pour correspondre aux langage et aux idées des mouvements féministes et les coopter,<sup>13</sup> il y a très peu de substance derrière la manière dont ce changement systémique se produirait réellement.** En réalité, les conseils donnés aux investisseurs du GII se réduisent souvent à des suggestions de base comme : éviter d'investir dans des secteurs présentant des taux élevés de violence fondée sur le genre, ou investir dans des entreprises ayant des politiques d'égalité des genres sur leur lieu de travail. Par conséquent, bien que le GII soit vendu comme une promesse de soutien envers le travail fourni par les féministes pour transformer les inégalités, il est peu probable qu'il tienne ses promesses car la plupart de ses investisseurs en attendent des bénéfices et non un changement systémique.

10 "About RUNWAY." RUNWAY, <https://www.runway.family/runway-overview>. (site en langue anglaise uniquement). Consulté le 11 novembre 2022.

11 "The Buen Vivir Fund." *Thousand Currents*, <https://thousandcurrents.org/buen-vivir-fund/>. Consulté le 11 novembre 2022.

12 Ibid.

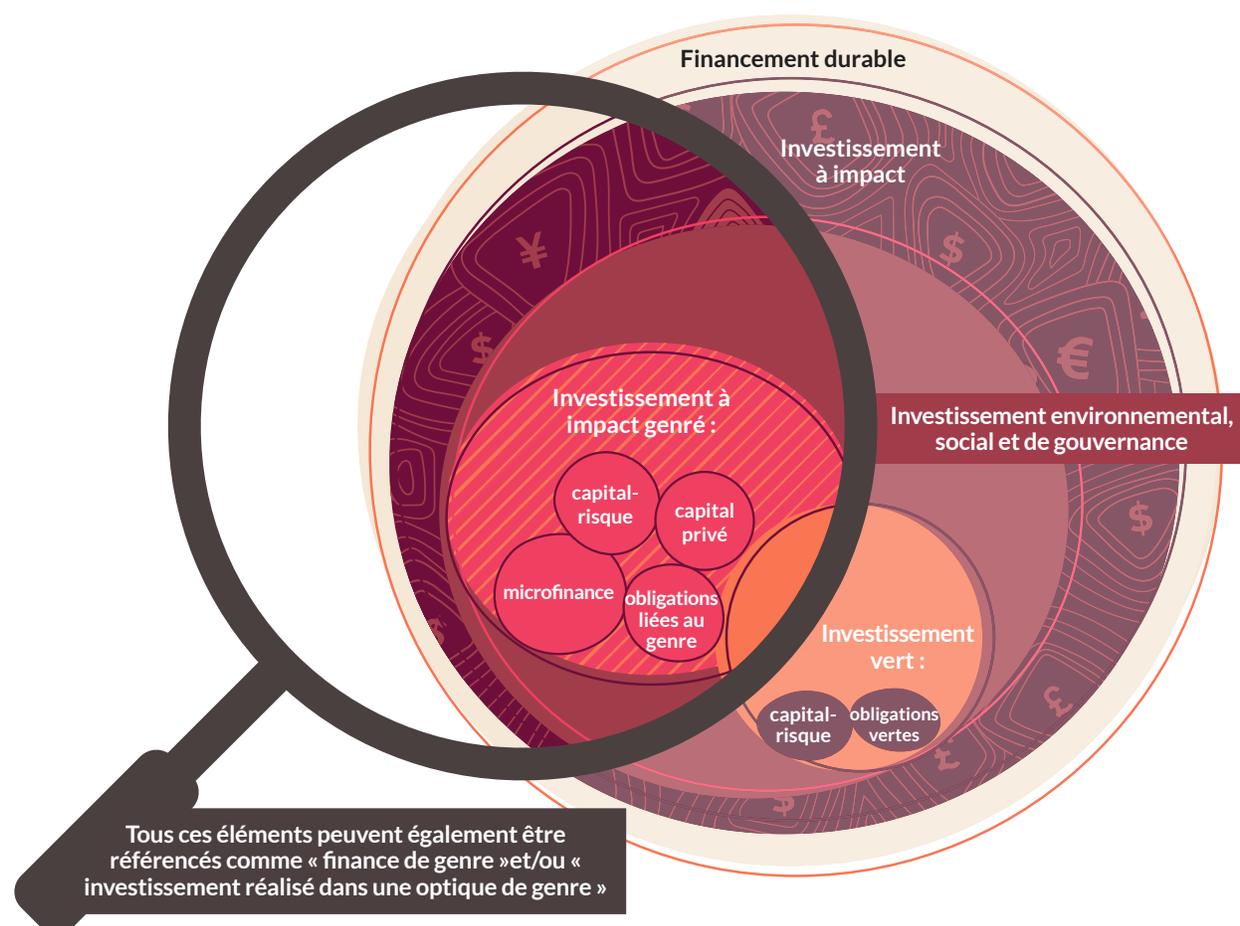
13 Par exemple : a) Sur le blog de la chef d'entreprise mexicaine Angélica Fuentes, on peut lire : « aborder les choses d'un 'point de vue du genre' ouvre aux investisseurs de nouvelles perspectives, offre de nouvelles opportunités et met également le doigt sur les obstacles systémiques qui entravent l'égalité des genres. » Voir : <https://angelicafuentes.medium.com/gender-lens-investment-a-tool-for-social-change-ae588a74bfd8>

b) L'Institut Criterion suggère que la finance peut être un outil permettant de lutter contre la violence fondée sur le genre. Voir : <https://criterioninstitute.org/our-work/gbv>

## Comment le GII est-il mis en œuvre?

Pour faire simple, nous dirons : de n'importe quelle façon. Du capital-risque au capital-investissement, en passant par les dettes, la microfinance et les obligations, il ne semble pas y avoir de limite au type d'instruments ou de stratégies d'investissement qui peuvent être utilisés pour mettre en œuvre le GII. Beaucoup de ces instruments ne sont pas nouveaux ou spécifiques au GII et ont été utilisés dans d'autres types d'investissements à impact comme l'impact social et l'investissement environnemental, social et de gouvernance. La figure 2 est un diagramme de Venn dans lequel nous tentons de saisir ces différentes tendances et de montrer comment elles sont liées les unes aux autres.

## QUELS SONT LES RAPPORTS ENTRE LES DIFFÉRENTS TYPES D'INVESTISSEMENT?



Source : Illustration créée par Diyana Yahaya et Sanam Amin

c) Calvert Impact Capital, une société d'investissement basée aux États-Unis qui a déclaré avoir investi un demi-milliard de dollars dans plus de 100 pays et fait concorder les ODD avec l'impact de son portefeuille, a écrit dans un rapport de 2021 qu'elle restait « déterminée à fournir les ressources nécessaires aux investisseurs pour intégrer le genre dans leurs processus d'investissement et à démontrer que l'investissement réalisé dans une optique de genre n'est pas une stratégie de niche ou à impact facultatif, mais un moyen puissant pour les investisseurs d'améliorer leurs portefeuilles et de créer un *changement structurel* » (c'est nous qui le soulignons). Voir : [https://assets.ctfassets.net/4oaw9man1yeu/3cpyAZ81zUCR2YcKC7Bn7d/8b03748646283ccea887506c5a44368c/genderlensinvesting\\_legalperspectives\\_2021.pdf](https://assets.ctfassets.net/4oaw9man1yeu/3cpyAZ81zUCR2YcKC7Bn7d/8b03748646283ccea887506c5a44368c/genderlensinvesting_legalperspectives_2021.pdf)

## Qui figure dans le paysage du GII?

Les acteurs·trices qui expérimentent, défendent, pratiquent et même redéfinissent le GII sont aussi divers·es que les stratégies de GII elles-mêmes. Ils·elles comprennent :

Des fondations philanthropiques privées

Des organisations multilatérales et intergouvernementales

Des groupes de réflexion et des initiatives de développement sur le terrain

Des institutions bilatérales et multilatérales de financement du développement

Des bailleurs de fonds pour l'égalité de genre et la justice sociale

Des banques de développement régionales

Des ONG internationales

Des entreprises du secteur privé

Des organisations féministes et de défense des droits des femmes

La plupart de ces acteurs·trices réalisent eux·elles-mêmes des GII, soit dans le cadre d'investissements axés sur le profit, soit, comme dans le cas des institutions de financement du développement et des banques régionales de développement, dans le cadre d'un portefeuille plus large de financement du développement. D'autres - en particulier les initiatives dites de terrain comme GenderSmart et Criterion Institute, ainsi que les organisations multilatérales comme l'ONU Femmes - Femmes - et peuvent être considéré·e·s comme des « influenceurs ». Ces influenceurs continuent de diriger et de promouvoir les stratégies et les approches associées au GII, y compris l'utilisation de cet instrument comme moyen de combler les déficits de financement nécessaires à la réalisation du Programme 2030 de l'ONU pour le développement durable<sup>14</sup>, sans pour autant réaliser eux-mêmes le GII.

Par exemple, le Réseau du CAD de l'OCDE sur l'égalité homme-femme (GenderNet) s'efforce depuis longtemps de mettre en relation les responsables de l'égalité des genres des agences de développement des pays riches avec des observateurs·trices des institutions de l'ONU, des banques régionales de développement et de la société civile afin d'augmenter l'APD en faveur de l'égalité des genres et de faire progresser les droits des femmes et des filles.<sup>15</sup> GenderNet compte désormais un nouveau volet de travail qui vise à déterminer dans quelle mesure les modèles de financement, tels que le financement mixte, le financement vert ou les investissements à impact, peuvent financer l'égalité des genres, ainsi qu'à identifier comment les donateurs peuvent tirer parti de leur APD pour débloquer les investissements privés.<sup>16</sup>

Lentement mais sûrement, le GII est également exploré comme un outil permettant d'obtenir un financement durable auprès des bailleurs de fonds en faveur de l'égalité des genres. Habitues à être systématiquement sous-financées, les organisations féministes bénéficiant de largesses, comme celles octroyées récemment par McKenzie Scott, se retrouvent confrontées à une série de nouveaux défis et dilemmes dans la gestion des fonds, et à des rencontres inédites avec le système financier capitaliste.<sup>17</sup> Le Fonds Égalité souligne par

14 Assemblée générale, *Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030*, 21 octobre 2015. Disponible ici : [https://unctad.org/system/files/official-document/ares70d1\\_fr.pdf](https://unctad.org/system/files/official-document/ares70d1_fr.pdf)

15 En savoir plus sur GenderNet : <https://www.oecd.org/fr/cad/femmes-developpement/aproposdugendernet.htm>

16 Proposition pour le volet de travail du Réseau du CAD de l'OCDE sur l'égalité des genres (GenderNet) en 2019-2020 sur : *Financement de l'égalité des genres et de l'autonomisation des femmes au-delà de l'APD*, document de séance 4 pour la 16ème réunion de GenderNet, 29-30 octobre 2018.

17 Stephanie Beasley, "As MacKenzie Scott donates \$3.9B, one grantee expresses ambivalence." Devex, Mars 2022 (en langue anglaise) : <https://www.devex.com/news/as-mackenzie-scott-donates-3-9b-one-grantee-expresses-ambivalence-102921>

exemple le sous-financement chronique des mouvements féministes et donc la nécessité de « *faire durer [son] capital le plus longtemps possible, tout en atteignant [ses] objectifs annuels d'octroi de subventions.* »<sup>18</sup>

Lancé en juin 2019 avec 300 millions de dollars canadiens, le Fonds Égalité repose sur l'espoir de mobiliser 255 millions de dollars canadiens de capitaux provenant de divers investissements vers un objectif d'un milliard de dollars canadiens pour financer l'organisation féministe et l'égalité des genres dans le monde entier au cours des 15 prochaines années.<sup>19</sup> Le principal objectif de la stratégie d'investissement du Fonds Égalité est de générer des flux de financement durables sur le long terme pour ses subventions grâce aux rendements de ses investissements, et en même temps de contribuer à « faire bouger les marchés financiers ». <sup>20</sup> Pour atteindre ce dernier objectif, le modèle de gouvernance du Fonds Égalité fait appel à des activistes et des économistes féministes chargé·e·s de conseiller son comité d'investissement sur son approche du GII.<sup>21</sup> Le Fonds Égalité a également développé ses propres critères GII pour les « organisations d'investissement qui cherchent à réaligner leurs propres portefeuilles » et à placer l'égalité des genres au centre de leurs décisions d'investissement. Ces critères devraient être rendus publics début 2023.<sup>22</sup>

Cependant, ce type d'approche est contesté par un certain nombre d'activistes et d'économistes féministes de l'écosystème de financement qui demandent aux bailleurs de fonds de consacrer plus d'argent à l'octroi de subventions - et moins aux investissements - et qui ne sont pas d'accord pour considérer le GII comme une stratégie de transformation du système.<sup>23</sup> Selon Jennifer Olmsted, professeure d'économie et directrice des études sur le Moyen-Orient à l'Université Drew :



*Si les féministes veulent s'attaquer aux problèmes structurels, ce n'est pas la bonne solution. C'est ce qui me pose le plus de problèmes. (...) J'ai critiqué la pression qui pousse les organisations à but non lucratif à obtenir des fonds de dotation, ce qui, je pense, n'est pas sans lien avec cette question. (...) Une tendance plus large a vu le jour avec la professionnalisation des organisations à but non lucratif, qui a vraiment mis l'accent sur le fait que pour financer ses programmes, il faut avoir des ressources et ces ressources doivent rapporter de l'argent. Pour moi, ça fait partie de toute cette financiarisation. »*

18 Entretien par courriel avec Jessica Houssian, codirectrice générale du Fonds Égalité; Rehana Nathoo, conseillère principale du Fonds Égalité; et Beth Woroniuk, vice-présidente des politiques du Fonds Égalité. Reçu le 7 octobre 2022.

19 AWID. *Grands espoirs et fortes attentes en matière de ressources pour les mouvements : recommandations au Fonds Égalité*. Août 2020. Voir : <https://www.awid.org/fr/publications/grands-espoirs-et-fortes-attentes-en-matiere-de-ressources-pour-les-mouvements>

20 Pour plus d'informations : <https://equalityfund.ca/fr/ce-que-nous-faisons/investissement/>

21 Fonds Égalité, *Meet Our Investment Advisory Council*. Mis à jour en mars 2022. [https://equalityfund.ca/wp-content/uploads/2022/03/EF\\_Investment-Advisory-Council\\_updated-March-7-2022-1.pdf](https://equalityfund.ca/wp-content/uploads/2022/03/EF_Investment-Advisory-Council_updated-March-7-2022-1.pdf)

22 Entretien par courriel avec Jessica Houssian, codirectrice générale du Fonds Égalité; Rehana Nathoo, conseillère principale du Fonds Égalité; et Beth Woroniuk, vice-présidente des politiques du Fonds Égalité. Reçu le 7 octobre 2022.

23 Voir, par exemple : AWID. *Grands espoirs et fortes attentes en matière de ressources pour les mouvements féministes : recommandations au Fonds Égalité*. Août 2020. Voir : <https://www.awid.org/fr/publications/grands-espoirs-et-fortes-attentes-en-matiere-de-ressources-pour-les-mouvements>

# Quel est le poids économique du GII?

Il est difficile d'évaluer les véritables montants derrière le GII car les chiffres disponibles dans les différents rapports sont pour la plupart basés sur les déclarations des investisseurs, qui additionnent les estimations sans aucune vérification substantielle ou forme standard de responsabilité. Comme il est possible que ces chiffres soient comptés deux fois ou sous-comptés, il n'y a aucun moyen de refléter avec précision la part de contribution du GII aux objectifs officiellement déclarés en matière de changement social.

Toutefois, si nous prenons les chiffres disponibles au pied de la lettre, voici ce qu'ils suggèrent :

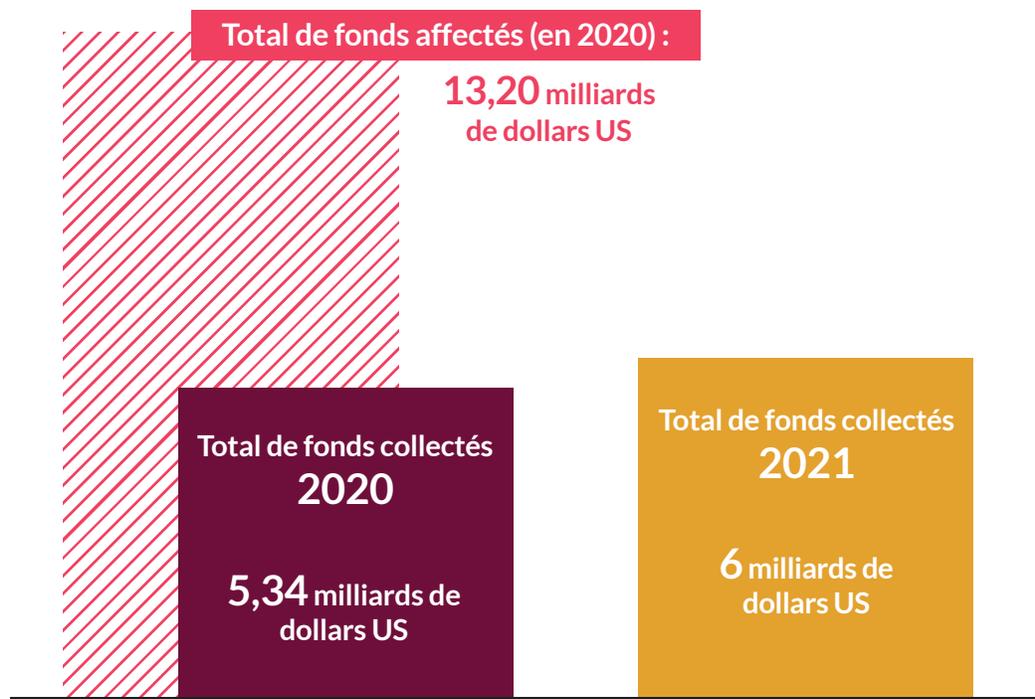
- La somme d'argent versée au GII augmente chaque année.
- Elle est encore modeste dans le contexte général du portefeuille d'investissement à impact, alors même que le domaine de l'investissement à impact lui-même est réduit par rapport au domaine plus vaste de l'investissement d'entreprise.
- Elle est en revanche de plus en plus conséquente par rapport au montant des fonds de développement et des fonds philanthropiques alloués aux mouvements féministes et aux organisations de défense des droits des femmes, en particulier dans le Sud.



La figure 3 ci-dessous adapte les chiffres du rapport Sage 4.0<sup>24</sup> pour mettre en évidence le montant total des fonds destinés à être levés pour le GII en 2020 (en rouge) et le montant total effectivement levé cette année-là (en bleu). Il apparaît clairement que le montant collecté au cours du premier semestre de 2021 (en gris) est déjà plus important que le montant total qui aurait été collecté pendant toute l'année 2020. Cela suggère que la quantité d'argent de GII a augmenté de manière significative d'année en année.

## AUGMENTATION ANNUELLE DES INVESTISSEMENTS GII entre 2020 et mi-2021

### TOTAL DES FONDS COLLECTÉS ET DES FONDS AFFECTÉS (EN MILLIARDS DE DOLLARS US)

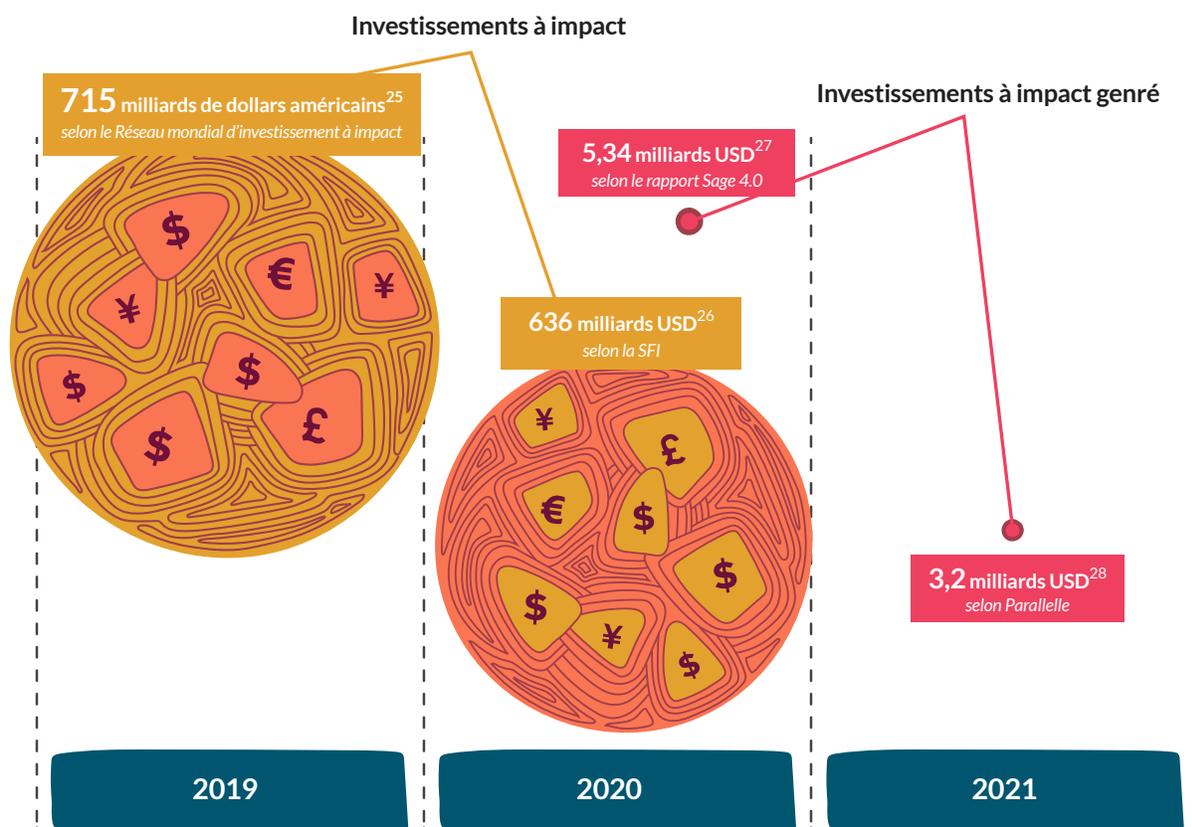


Source : Rapport Sage 4.0

24 Suzanne Biegel, Maoz (Michael) Brown, et Sandi M. Hunt, *Tracking Venture Capital, Private Equity and Private Debt with a Gender Lens*. Project Sage 4.0, décembre 2021. Disponible ici (en langue anglaise) : <https://esg.wharton.upenn.edu/wp-content/uploads/2022/08/project-sage-4.0.pdf>

Pourtant, la part réelle du GII dans le paysage plus large de l'investissement à impact ne semble pas être très importante. Il existe différentes estimations et dans le tableau ci-dessous, nous avons tenté d'illustrer le poids du GII en nous basant sur plusieurs d'entre elles que nous avons trouvées. **Quelles que soient les estimations que nous utilisons, il apparaît clairement que le montant des fonds consacrés au GII ou au GII est relativement faible par rapport au pourcentage de fonds consacrés aux investissements à impact dans leur ensemble.**

## MONTANT TOTAL DE L'INVESTISSEMENT À IMPACT VS GII ENTRE 2019 ET 2021



Le GII ne représente peut-être qu'une partie relativement petite du paysage de l'investissement à impact, mais il demeure bien plus important que le pourcentage de l'aide publique au développement (APD)<sup>29</sup> et des fonds philanthropiques engagés dans l'organisation féministe. Au total, l'APD s'élevait à 153 milliards de dollars US; or l'APD pour l'égalité des genres en tant qu' « objectif principal » a stagné à quatre pour cent de

25 Dean Hand, Hannah Dithrich, Sophia Sunderji et Noshin Nova. 2020 Annual Impact Investor Survey. Réseau mondial d'investissement à impact (Global Impact Investing Network, GIIN), juin 2020. Disponible en ligne : <https://thegiin.org/research/publication/impinv-survey-2020>

26 Ariane Volk. Investing For Impact: The Global Impact Investing Market 2020. IFC, juillet 2020. Disponible en ligne (en langue anglaise) : [https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/365d09e3-e8d6-4da4-badb-741933e76f3b/2021-Investing+for+Impact\\_FIN2.pdf?MOD=AJPERES&CVID=nL5SF6G](https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/365d09e3-e8d6-4da4-badb-741933e76f3b/2021-Investing+for+Impact_FIN2.pdf?MOD=AJPERES&CVID=nL5SF6G)

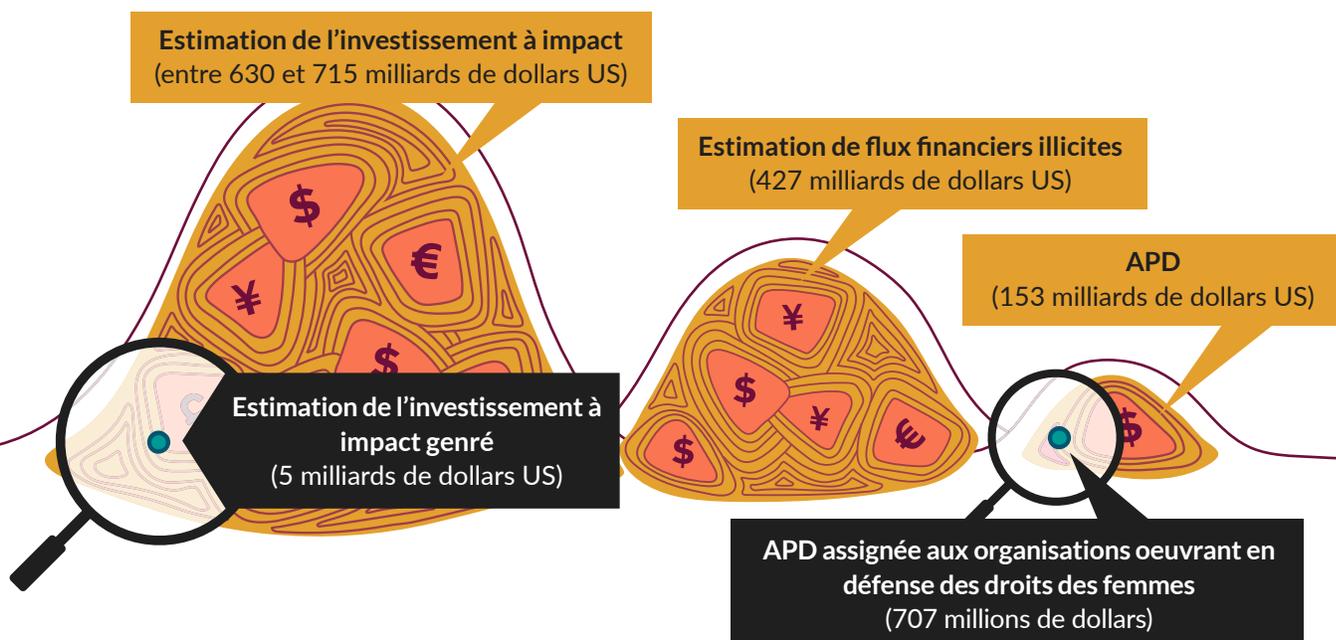
27 Suzanne Biegel, Maoz (Michael) Brown et Sandi M. Hunt. Tracking Venture Capital, Private Equity and Private Debt with a Gender Lens. Projet Sage 4.0, décembre 2021. Disponible en ligne (en langue anglaise) : <https://socialimpact.wharton.upenn.edu/research-reports/reports-2/project-sage-4/>

28 Polly Bindman. "Why gender lens investing is struggling to make an impact." Capital Monitor, 2021. Disponible en ligne (en langue anglaise) : <https://capitalmonitor.ai/asset-class/equity/why-gender-lens-investing-is-struggling-to-make-an-impact/>

29 L'aide publique au développement (APD) est définie par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE comme une aide gouvernementale qui favorise et cible spécifiquement le développement économique et le bien-être des pays en développement. Pour de nombreux pays parmi les plus pauvres, l'APD représente la plus grande source de financement externe et peut être utilisée pour soutenir l'éducation, la santé, les infrastructures publiques et le développement agricole et rural. Cependant, seule une poignée de pays riches atteint l'objectif de l'ONU qui est de consacrer 0,7 % de leur produit national brut à l'aide internationale. De plus, les donateurs « conditionnent » souvent l'aide en exigeant qu'elle soit dépensée pour les exportations du pays donateur ou utilisée pour promouvoir les intérêts commerciaux du donateur plutôt que pour répondre aux besoins de développement du pays bénéficiaire. Voir plus : <https://archive.globalpolicy.org/social-and-economic-policy/financing-for-development-1-45/international-aid-1-126.html> (en langue anglaise)

l'ensemble de l'aide centrée sur le genre pendant près de 10 ans, et n'est passée à environ cinq pour cent qu'en 2020<sup>30</sup>. Bien que l'aide bilatérale allouée aux organisations et mouvements de défense des droits des femmes ait considérablement augmenté en 2019-20, elle ne représentait toujours que 707 millions de dollars US sur 56,5 milliards de dollars US - soit un peu plus de 1 % - de toute l'aide axée sur le genre.<sup>31</sup> L'estimation la plus récente de l'AWID, basée sur les données du Fonds mondial pour les femmes, l'un des principaux fonds mondiaux pour les femmes, indique que le budget annuel moyen des organisations féministes et de défense des droits des femmes dans le Sud n'est que de 30 000 USD. Les féministes qui s'organisent à l'intersection de questions et d'identités comme les jeunes, les trans, les LBQI+, les femmes qui consomment des drogues, les femmes de couleur et les migrant·e·s et réfugié·e·s sans papiers sont encore moins financées et continuent de passer entre les mailles du filet.<sup>32</sup>

## GII PAR RAPPORT AUX PRINCIPAUX FLUX FINANCIERS.<sup>33</sup>



Pour plus d'informations sur les flux financiers illicites et leur pertinence dans le domaine de la justice de genre, veuillez consulter le site : <https://www.awid.org/fr/publications/flux-financiers-illicites-pourquoi-nous-devons-revendiquer-ces-ressources-pour-la>  
Source : Créé par Diyana Yahaya et Sanam Amin

30 L'aide publique au développement (APD) est définie par le Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE comme une aide gouvernementale qui favorise et cible spécifiquement le développement économique et le bien-être des pays en développement. Pour de nombreux pays parmi les plus pauvres, l'APD représente la plus grande source de financement externe et peut être utilisée pour soutenir l'éducation, la santé, les infrastructures publiques et le développement agricole et rural. Cependant, seule une poignée de pays riches atteint l'objectif de l'ONU qui est de consacrer 0,7 % de leur produit national brut à l'aide internationale. De plus, les donateurs « conditionnent » souvent l'aide en exigeant qu'elle soit dépensée pour les exportations du pays donateur ou utilisée pour promouvoir les intérêts commerciaux du donateur plutôt que pour répondre aux besoins de développement du pays bénéficiaire. Voir plus : <https://archive.globalpolicy.org/social-and-economic-policy/financing-for-development-1-45/international-aid-1-126.html>

31 OCDE. Le financement du développement pour l'autonomisation des femmes et l'égalité des genres : un aperçu. 2022. Disponible ici : <https://www.oecd.org/fr/cad/apercu-egalite-genres-apd-2022.pdf>

32 Selon Astraea Lesbian Foundation for Justice, le budget médian des groupes LGBQ en 2017 n'était que de 11 713 dollars US. Plus de la moitié (55,8 %) des groupes trans disposaient d'un budget annuel inférieur à 10 000 dollars US. Voir plus : <https://www.awid.org/fr/nouvelles-et-analyse/nouveau-dossier-ou-est-largent-pour-lorganisation-des-mouvements-feministes>

33 OCDE. Augmentation de l'aide consentie par les membres du CAD en 2019, dont une plus forte proportion est dirigée vers les pays les plus pauvres. Disponible ici : <https://www.oecd.org/fr/cad/financementpourledeveloppementdurable/statistiques-financement-developp>

# D'où provient l'argent?

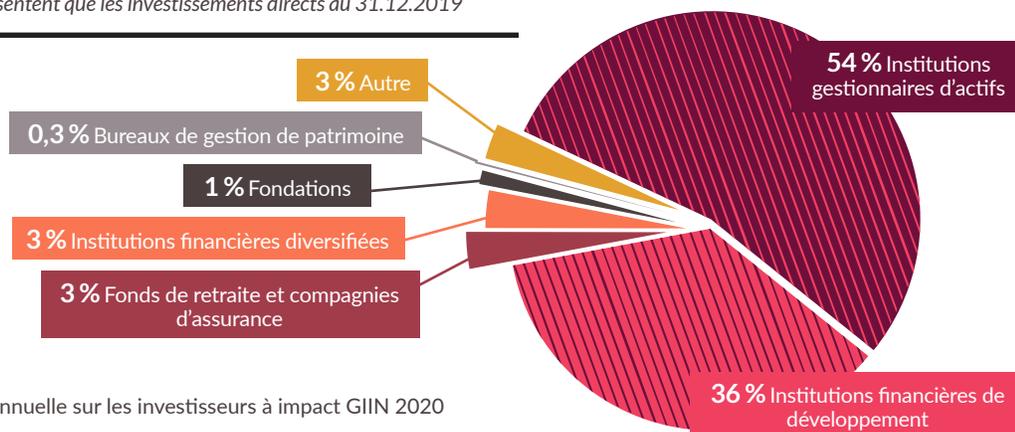
L'un des principaux arguments en faveur des investissements à impact est qu'il s'agit d'un moyen d'amener la richesse et le capital privés à « faire le bien », malgré le peu de preuves de la réelle contribution du GII à un changement social positif. Pourtant, une quantité importante d'argent public a déjà été détournée par des institutions financières de développement (IFD), des banques multilatérales et d'autres entités afin d'attirer des capitaux commerciaux dans des investissements à impact, notamment par le biais de ce qu'on appelle le « financement mixte ».

Les chiffres exacts sont difficiles à obtenir, mais l'enquête annuelle de 2020 sur les investisseurs à impact du Réseau mondial d'investissement à impact (GIIN) a indiqué que les IFD arrivaient en deuxième position après les gestionnaires d'actifs pour ce qui est de leur part du marché des investissements à impact (voir figure 6)<sup>34</sup>, et ces données n'incluent même pas les nombreuses incitations fiscales et les mécanismes de dérisquage que les gouvernements, les banques et les IFD ont mis en place pour réduire le risque des investissements à impact auprès des investisseurs privés.

Selon l'Enquête 2020 de l'OCDE sur les fonds et mécanismes de financement mixte, 49,8 milliards USD (67 %) des actifs sous gestion des véhicules de financement mixte ont déclaré intégrer ou être dédiés à l'égalité des genres<sup>35</sup>. La même enquête a souligné que 77 % des capitaux des véhicules de financement mixte dédiés à l'égalité des genres provenaient de gouvernements et d'agences de développement.<sup>36</sup>

## ACTIFS SOUS GESTION (ASG) PAR TYPE D'ORGANISATION

Les chiffres ne représentent que les investissements directs au 31.12.2019



Source : Enquête annuelle sur les investisseurs à impact GIIN 2020

34 Dean Hand, Hannah Dithrich, Sophia Sunderji et Noshin Nova. 2020 Annual Impact Investor Survey. GIIN, juin 2020. Disponible ici : <https://thegiin.org/research/publication/impinv-survey-2020>

35 OCDE. "Blended finance for gender equality and the empowerment of women and girls." Direction de la coopération au développement de l'OCDE, Publication de l'OCDE, mars 2022. Voir : <https://www.oecd.org/dac/2022-blended-finance-gender-equality.pdf>

36 Ibid.

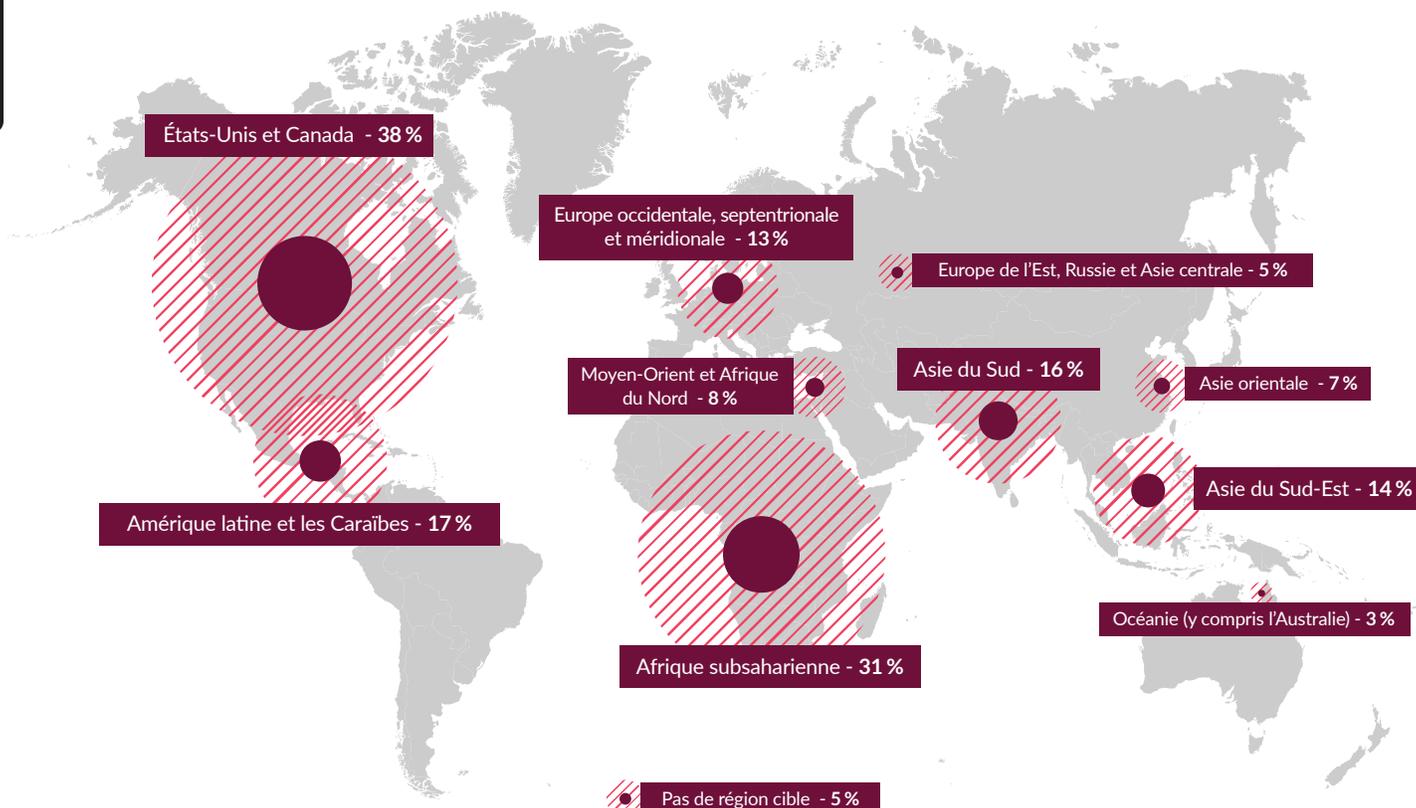
# Où vont les fonds du GII?

## Répartition géographique

Le rapport Sage 4.0 indique que la majorité des GII sont concentrés aux États-Unis et au Canada, suivis de l'Afrique subsaharienne, de l'Amérique latine et des Caraïbes, de l'Asie du Sud et de l'Asie du Sud-Est. De la même façon, l'enquête annuelle de 2020 sur les investisseurs du Réseau mondial d'investissement à impact (GIIN) indique que la plupart des investissements à impact se font aux États-Unis et au Canada, suivis de l'Europe occidentale, du Nord et du Sud, de l'Afrique subsaharienne et de l'Asie du Sud-Est.

## RÉGIONS CIBLES DES INVESTISSEMENTS

(Les fonds avaient la possibilité de choisir plusieurs options)



Source : Projet Sage 4.0. (2021)

## Ces deux rapports montrent qu'il y a une répartition profondément inégale des GII entre le Sud et le Nord de la planète, la plus grande partie des GII allant aux pays déjà riches et prospères.

Par exemple, le montant du GII ou de l'investissement à impact destiné aux États-Unis et au Canada est supérieur aux investissements destinés à toute l'Asie du Sud, de l'Est et du Sud-Est réunies.

Cela illustre une faille fondamentale dans l'utilisation des investissements du secteur privé comme stratégie d'allocation de fonds pour le développement : les pays qui n'ont pas la « bonne » infrastructure financière - ceux qui sont susceptibles d'être déstabilisés par des conflits, le changement climatique et d'autres facteurs - ne seront probablement pas considérés comme potentiellement rentables, même si ce sont précisément ceux qui devraient bénéficier du financement du développement et du GII en priorité.

## Répartition par secteurs

Le rapport Sage 4.0 révèle que les investisseurs du GII ciblent un large éventail de secteurs. En tête de liste, on trouve les soins de santé, suivis de l'agriculture, des Fintech, et de l'éducation et formation. Les services et les infrastructures, en particulier les soins de santé et l'éducation, sont plus à même de lutter contre les inégalités de genre lorsqu'ils sont publics, accessibles, universels et sensibles au genre. **Les preuves sont nombreuses qui montrent que la privatisation et le profit des services publics nuisent aux femmes et aux autres communautés structurellement exclues**<sup>37</sup>. Par conséquent, l'intégration d'acteurs·trices et d'entreprises privé·e·s dans ces secteurs, que ce soit par le biais de partenariats public-privé ou du GII, peut accroître leur financiarisation et desservir les programmes féministes de justice économique et en faveur du genre.

Au début de la pandémie, des expert·e·s indépendant·e·s de l'ONU ont averti que « les biens et services publics vitaux avaient été régulièrement confiés à des entreprises privées » et ont constaté que cela « avait souvent entraîné l'inefficacité, la corruption, une baisse de qualité, l'augmentation des coûts et l'endettement subséquent des ménages. Elles ont encore accentué la marginalisation des personnes les plus pauvres et détérioré la valeur sociale des besoins fondamentaux comme le logement et l'eau ».<sup>38</sup> De plus, ces expert·e·s ont déclaré qu'en « sous-traitant continuellement les biens et les services publics, les gouvernements ne respectaient que de très loin leurs obligations en matière de droits humains » et que « les titulaires de droits se voyaient converti·e·s en client·e·s d'entreprises privées vouées à la maximisation des profits et responsables non pas devant le public, mais devant les actionnaires ».<sup>39</sup>

Enfin, les principaux groupes féministes en faveur de la justice économique, à l'instar de DAWN, ont également analysé minutieusement les partenariats public-privé et noté leurs impacts négatifs sur les droits humains et les moyens de subsistance des femmes dans le Sud.<sup>40</sup> **Il nous faut donc reconfigurer radicalement nos systèmes économiques et non créer des partenariats public-privé et des GII dont l'impact n'est pas prouvé.**

37 ESCR-Net. *Privatisation et partenariats public-privé*. Note d'information, août 2016. [https://www.escri-net.org/sites/default/files/66993433/privatisation\\_briefing\\_note\\_english-french2\\_1.pdf](https://www.escri-net.org/sites/default/files/66993433/privatisation_briefing_note_english-french2_1.pdf)

38 Leilani Farha, Juan Pablo Bohoslavsky, Koumbou Boly Barry, Léo Heller, Olivier De Schutter et Magdalena Sepúlveda Carmona. « La COVID-19 a exposé l'impact catastrophique de la privatisation des services vitaux. » *The Guardian*, octobre 2020. <https://www.theguardian.com/society/2020/oct/19/covid-19-exposed-catastrophic-impact-privatising-vital-services> (en langue anglaise)

39 Ibid.

40 DAWN. « PPPs ET DROITS HUMAINS DES FEMMES, Analyse féministe du Sud. » *DAWN informe*, mars 2021. Disponible ici : <https://dawnnet.org/publication/ppps-et-droits-humains-des-femmes/>



## Exemples de GI « en action »

Dans cette section, nous allons nous intéresser de plus près à deux organismes qui défendent une certaine forme de GI : l'initiative d'investissement réalisée dans une optique de genre de Phatisa, un gestionnaire de fonds de capital-investissement domicilié à l'île Maurice, situé et opérant dans toute la région africaine; et 2X Collaborative, un organisme professionnel créé par les institutions financières de développement du G7 en 2018 pour encourager ce style d'investissement et partager son savoir-faire en matière de GI.

### L'initiative d'investissement réalisé dans une optique de genre de Phatisa

**Phatisa est un gestionnaire de fonds d'investissement privés africain qui est enregistré à l'île Maurice. Il a été créé en 2005 et se concentre sur les investissements dans les agro-industries et la construction.**

Phatisa se définit comme « investisseur en capital de développement plutôt qu'en simple capital privé ». <sup>41</sup> Il considère que ses investissements contribuent à la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) de l'ONU, et produisent « des effets durables sur les bénéficiaires ciblé-e-s, tel-le-s que les petit-e-s exploitant-e-s agricoles, les consommateurs-trices du bas de la pyramide (BdP), les femmes et l'environnement. » <sup>42</sup>

Phatisa fait également partie du 2X Challenge (voir 2X Collaborative ci-dessous), qui cherche à soutenir les entreprises offrant aux femmes issues des marchés émergents l'accès à des opportunités de leadership, des emplois de qualité, et des produits et services favorisant leur participation et leur inclusion économiques. <sup>43</sup> Au total, depuis 2005, Phatisa a géré environ 400 millions de dollars US d'investissements provenant de banques de développement, de gouvernements, d'organismes d'aide et d'investisseurs privés (voir figure 8) pour au moins 16 sociétés de portefeuille. <sup>44</sup>

41 Citation de Phatisa. Phatisa, 2020 *Food Impact Report - African Agriculture Fund*. Juin 2020. Page 1. Disponible ici : <https://www.phatisa.com/post/big-data-101-an-introduction-to-data-query-engines> (en langue anglaise)

42 Ibid.

43 « Phatisa Food Fund 2 atteint une clôture finale de 143 millions de dollars obtenus des IFD ». Phatisa. 4 février 2021. Disponible ici : <https://www.phatisa.com/post/you-have-your-sales-forecast-now-what>

44 Chiffres au 7 mars 2022. Voir : <https://www.phatisa.com/portfolio>

# L'INVESTISSEMENTS À IMPACT DE GENRE ET PHATISA

Figure 8

## Institutions financières de développement

- Agence espagnole de coopération internationale pour le développement (AECID)
- Agence française de développement (AFD)
- PROPARCO, une filiale de l'Agence française de développement (AFD)
- FMO, une banque d'investissement entrepreneuriale des Pays-Bas qui gère les fonds des Ministères des Affaires étrangères et de l'économie néerlandais
- Overseas Private Investment Corporation (OPIC), qui fait partie de la United States International Development Finance Corporation
- CDC Group
- Norfund
- Finnfund
- FinDev Canada
- BIO

## Secteur privé

- Administration de Phatisa
- New Century Partners (société d'investissement)
- Unigrains (société d'investissement)
- Sango Capital (société d'investissement)
- Africa Re (compagnie d'assurance)
- Afiliées de Phatisa

## Banques de développement

- Banque ouest-africaine de développement (BOAD)
- Banque africaine de développement (BAFD)
- Banque d'investissement et de développement de la CEDEAO (EBID)
- Banque pour le développement d'Afrique australe (DBSA)
- Shelter Afrique
- Banque du commerce et du développement (TDB)

Phatisa

- investissements de Phatisa en cours
- entreprises dans lesquelles Phatisa n'investit plus

## Investissements de Phatisa



Source : Diyana Yahaya et Sanam Amin

## Approche du GII/GLI de Phatisa

Le GLI de Phatisa se concentre sur l'augmentation du taux de participation des femmes dans les sociétés de son portefeuille. Plus précisément, il vise à : augmenter le pourcentage de femmes propriétaires; doubler le pourcentage de femmes employées, qui est actuellement inférieur à 15 %; augmenter les heures de formation accordées aux femmes; assurer l'équité salariale entre les genres; augmenter le nombre de fournisseurs parmi les petites exploitantes et les paiements qui leur sont versés; et instituer des mesures de gouvernance, comme la création de politiques anti-discrimination et de politiques et procédures en matière de harcèlement sexuel.<sup>45</sup>

Cependant, l'impact réel de l'entreprise sur le genre, la société et l'environnement est très discutable. Aucune des entreprises du portefeuille actuel et passé de Phatisa ne peut être considérée comme une petite ou moyenne entreprise étant donné la taille des investissements dans ces entreprises - et quatre d'entre elles au moins pourraient être considérées comme des multinationales. Il est toutefois possible que certaines des entreprises du portefeuille de Phatisa approvisionnent de véritables petites et moyennes entreprises et travaillent avec elles.

De plus, au moins deux des entreprises du portefeuille de Phatisa sont des entreprises productrices de plastique et deux autres au moins exploitent des plantations d'huile de palme, ce qui soulève des questions quant à l'impact négatif potentiel de ces investissements sur l'environnement et le climat. Plus particulièrement, deux des entreprises du portefeuille passé et actuel de Phatisa, Feronia et Golden Lay, ont été accusées de violations des droits humains et d'accaparement des terres.

Feronia, une société multinationale fondée par les frères Lever dans le cadre d'accords signés avec le roi Léopold de Belgique, continue d'exploiter plusieurs grandes plantations en République démocratique du Congo (RDC) sur des terres acquises durant sa période coloniale. La société civile a accusé Feronia de battre et de tuer des jeunes hommes des villages voisins et de commettre des violences et des abus contre les femmes dans ses plantations. Certaines de ces allégations ont eu lieu pendant la période où l'entreprise recevait un investissement à impact de Phatisa.<sup>46</sup>

Feronia a fait faillite en 2020 et a subi une restructuration financière.<sup>47,48</sup> Ses actifs sont maintenant entre les mains d'une entreprise basée en Belgique appelée Feronia KKM, qui appartient en grande partie à une société de capitaux privés basée aux États-Unis. Ce transfert de propriété annule les investissements à impact que Phatisa avait dans l'entreprise.<sup>49</sup> Cependant, Golden Lay, le plus grand producteur et fournisseur d'œufs de table de Zambie, fait toujours partie du portefeuille actuel de Phatisa. Golden Lay a été accusé d'avoir acquis des terres en Zambie dans des circonstances douteuses tout en refusant de partager une partie de ces terres avec plus de 1 000 résident·e·s déplacé·e·s.<sup>50</sup>

---

45 GIIN. *Étude de cas sur l'investissement réalisé dans une optique de genre - Phatisa*. Disponible en ligne (en langue anglaise) :

[https://thegiin.org/assets/GIIN%20GLI%20Case%20Study%20-%20Phatisa%20design\\_FINAL.pdf](https://thegiin.org/assets/GIIN%20GLI%20Case%20Study%20-%20Phatisa%20design_FINAL.pdf)

46 [Farmlandgrab.org](https://www.farmlandgrab.org) est un projet ouvert actuellement suivi par GRAIN, une petite organisation internationale à but non lucratif qui s'efforce de soutenir les petit·e·s agriculteur·e·s et les mouvements sociaux dans leurs luttes pour des systèmes alimentaires contrôlés par la communauté et basés sur la biodiversité. Il comporte plusieurs sections consacrées à la documentation de Feronia, de son accaparement des terres et de ses violations des droits humains : <https://www.farmlandgrab.org/cat/show/511?page=1>; Voir aussi le rapport de GRAIN sur « L'histoire inédite de l'échec des opérations rizicoles de Feronia Inc en RD du Congo » (en langue anglaise) :

<https://grain.org/en/article/6674-the-untold-story-of-feronia-inc-s-failed-rice-operations-in-the-dr-congo>

47 Andrew Murray-Watson, Groupe CDC. « Une déclaration sur l'investissement de KKM dans Feronia (PHC) ». *British International Investment*, 20 juillet 2020. (en langue anglaise) <https://www.cdcgroup.com/en/news-insight/news/a-statement-on-the-investment-in-feronia-phc-by-kkm/>

48 Feronia Inc. « Feronia Inc. annonce la clôture de la transaction de restructuration ». *Global News Wire*, 23 novembre 2020. <https://www.globenewswire.com/news-release/2020/11/23/2131781/0/en/Feronia-Inc-Announces-Closing-of-Restructuring-Transaction.html>

49 Dominic Kennedy et George Grylls. « 76 millions de dollars d'aide britannique perdus suite à la faillite d'un projet africain ». *The Times*, 2 janvier 2021. <https://www.thetimes.co.uk/article/76m-in-british-aid-lost-as-african-project-goes-bust-njn6wtw02>

50 « L'investisseur étranger refuse de partager la terre avec les résidents déplacés - Jonas Chanda ». *Lusaka Times*, 25 août 2018. <https://www.lusakatimes.com/2018/08/25/foreign-investor-refuses-to-share-land-with-the-displaced-residents-jonas-chanda/>

2X Collaborative (2XC) a été fondée par les institutions financières de développement du G7 en 2018 pour « offrir aux femmes issues des marchés des pays en développement un meilleur accès aux opportunités de leadership, aux emplois de qualité, aux financements, au soutien aux entreprises et aux produits et services favorisant leur participation et accès à l'économie ».<sup>51</sup> Il a été officiellement lancé lors du Forum Génération Égalité (FGE) de l'ONU en juillet 2021 après le lancement du Défi 2X par les pays du G7, entendant ainsi mobiliser collectivement 3 milliards de dollars US d'engagements sur la période 2018-2020 et 15 milliards de dollars US en 2021-2022. Cependant, pour autant que l'on puisse en juger, il n'y a pas eu de vérification publique des chiffres définitifs concernant ces défis.

2XC se définit comme un « organisme industriel mondial en faveur de l'investissement réalisé dans une optique de genre » dont les membres comprennent des IFD comme FinDev Canada, la Corporation américaine de financement du développement, British International Investment (anciennement CDC Group), FinnFund, Swedfund et Norfund, ainsi que des banques régionales de développement comme la Banque asiatique de développement, la Banque européenne pour la reconstruction et le développement, et des institutions financières comme l'Institution financière internationale et le Fonds d'équipement des Nations Unies (FENU)<sup>52</sup>. Ce dernier est l'agence qui fait le lien entre 2XC et la Coalition d'action du Forum Génération Égalité sur la justice et les droits économiques. L'ONU Femmes est un partenaire collaborateur.

2XC est ouvert à l'adhésion des sociétés privées, des banques, des universités et de toute autre entité travaillant sur l'investissement réalisé dans une optique de genre. Les frais d'adhésion annuels coûtent entre 5 000 dollars US (pour les universitaires) et 17 500 dollars US (pour les sociétés ayant un chiffre d'affaires annuel de plus de 50 milliards de dollars US, ou les gestionnaires de fonds et les institutions financières ayant des portefeuilles de plus d'un milliard de dollars US). Les membres se voient proposer des partenariats et des formations, des plateformes de co-investissement, des outils d'investissement innovants et des réseaux d'apprentissage entre pairs.

2XC a établi un « partenariat de base » avec Investor Leadership Network (ILNI) et GenderSmart<sup>53</sup>, une initiative mondiale de développement sur le terrain visant à débloquer des capitaux « intelligents en termes de genre » à grande échelle<sup>54</sup>. Sur la page Web de GenderSmart consacrée au Forum Génération Égalité, il est mentionné qu'il leur a été demandé « d'aider à maximiser la participation des leaders de la finance et de l'investissement à même de se servir du FGE comme plateforme pour promouvoir le travail de ce dernier et partager des engagements qui s'y rapportent ».<sup>55</sup>

51 « L'initiative mondiale de financement du genre fixe un nouvel objectif ambitieux de 15 milliards de dollars de collecte de fonds après avoir obtenu plus du double de son objectif initial de 3 milliards de dollars. » *2X Challenge*, 9 juin 2021. <https://www.2xchallenge.org/press-news/2021/6/9/global-gender-finance-initiative-sets-ambitious-new-15-billion-fundraising-goal-after-securing-more-than-double-its-original-3-billion-target>

52 « Foire Aux Questions. » *2X Collaborative*, <https://www.2xcollaborative.org/faq>. Consulté le 22 novembre 2022.

53 « Qu'est-ce que l'investissement intelligent dans le genre ? » *GenderSmart*, <https://www.gendersmartinvesting.com/>. Consulté le 22 novembre 2022.

54 « Foire Aux Questions. » *2X Collaborative*, <https://www.2xcollaborative.org/faq>. Consulté le 22 novembre 2022.

55 « Accélérer les progrès pour l'égalité des genres d'ici 2030. » *GenderSmart*, <https://www.gendersmartinvesting.com/about-gendersmart-generation-equality-forum>. Consulté le 22 novembre 2022.

## Approche du GII/GLI de 2XC

2XC propose cinq « critères 2X » généraux<sup>56</sup> pour affirmer qu'un investissement est éligible au programme 2X, et il suffit de satisfaire à l'un d'entre eux pour répondre à la norme :

### Esprit d'entreprise

si l'entreprise est fondée par une femme ou si elle est gérée par des femmes à 51 %

### Consommation

si elle fournit des produits ou des services qui profitent spécifiquement ou majoritairement aux femmes

### Emploi

si les femmes représentent 30 à 50 % de la main-d'œuvre (selon le secteur) et l'entreprise a un « indicateur de qualité » au-delà de la conformité

### Direction

si la direction générale compte 30 % de femmes ou si le conseil d'administration ou le comité d'investissement compte 30 % de femmes

### Investissements par le biais d'intermédiaires financiers

si 30 % du produit du prêt de l'IFD ou des entreprises du portefeuille répondent aux critères 2X

Ces critères 2X sont présentés comme relevant de la « norme pour l'industrie mondiale de l'investissement réalisé dans une optique de genre »<sup>57</sup>, même s'ils ne tiennent compte que de la présence de femmes en termes de chiffres. Aucune de ces normes ne s'intéresse aux véritables moteurs de l'égalité des genres ou de la diversité en matière d'identité de genre ou de justice raciale. Elles ne font rien pour doter les femmes et les personnes issues de groupes historiquement marginalisés d'une voix, de pouvoir d'action ou de la capacité d'organisation et ne se préoccupent pas non plus de savoir si l'entreprise elle-même respecte les normes et obligations internationales en matière de droits humains. En revanche, **ils sont tous fondés sur l'idée capitaliste que les femmes constituent un marché de consommateurs-trices inexploité et des entrepreneurs-euses potentiel-le-s qu'un petit investissement aiderait à se développer.**

<sup>56</sup> La liste complète des critères est disponible sur: <https://www.2xchallenge.org/criteria>

<sup>57</sup> « Foire Aux Questions. » 2X Collaborative, <https://www.2xcollaborative.org/faq>. Consulté le 22 novembre 2022.



# L'essor et les risques du GII

## Le capitalisme woke

L'intérêt croissant que suscite le GII s'inscrit dans une nouvelle vague de multipartenariats qui affirme que les responsables, les détenteurs·trices de droits et les intérêts des entreprises sont tous des « partenaires égaux », malgré les importants déséquilibres de pouvoir qui existent entre ces groupes. Anand Giridharadas, auteure de *Winners Take All : The Elite Charade of Changing the World*, décrit ce phénomène plus large comme participant du « capitalisme woke ».<sup>58</sup>

Pour M. Giridharadas, si le monde de l'investissement à impact offre une vision gagnant-gagnant qui bénéficie à toutes les parties, les philanthropes et les communautés qui défendent les investissements à impact ne présentent toutefois que des solutions qui leur profitent. Cela ne veut pas dire que certaines communautés n'en bénéficieront pas. Mais un système qui maintient l'inégalité tout en n'améliorant que légèrement les conditions de certains groupes déterminés n'apportera certainement pas le changement structurel à grande échelle que les féministes et autres mouvements sociaux réclament.

Certes, les chiffres concernant les sommes investies pour soutenir l'égalité des genres ont de quoi enthousiasmer, mais il s'agit en grande partie d'argent public servant à subventionner des investissements du secteur privé, et non l'inverse. Ces fonds devraient servir à financer des biens, des services et des infrastructures publics, mais les véhicules d'investissement à impact voient des acteurs privés prendre la tête de la gestion de ces transactions financières et toucher des honoraires au passage sans prendre aucun risque. Même lorsque ce type d'investissement est financé par le secteur privé ou la philanthropie, il offre souvent des avantages fiscaux aux personnes fortunées qui peuvent placer leur argent dans des investissements plutôt que de le déclarer comme revenu.

Ceci nous amène à remettre en question à la fois la façon dont les fonds issus de source philanthropique devraient être utilisés et la façon dont devraient être dépensés les fonds gouvernementaux affectés à l'égalité des genres.

Même si les acteurs·trices de la justice sociale et les féministes engagé·e·s dans un travail de transformation se penchent sur la GII, l'accumulation sans fin de richesses et d'intérêts ne peut prétendre offrir un « changement de système ». Dans son sens transformateur féministe, le changement de système exige que la richesse et le pouvoir émanant des secteurs de la philanthropie et de l'aide soient redistribués afin d'envisager un avenir juste et durable où ces institutions n'auraient plus lieu d'être et

---

<sup>58</sup> Sonya Harris. « Capitalisme 'woke'? Anand Giridharadas n'y croit pas. » KUOW, 14 novembre 2019. <https://m.kuow.org/stories/woke-capitalism-anand-giridharadas-isn-t-buying-it>

où les milliardaires n'existeraient plus. Cela dit, il arrive que les institutions féministes reconnaissent ces contradictions alors qu'elles bénéficient du système financier actuel. Par exemple, alors qu'il acceptait 10 millions de dollars US de la part de la milliardaire philanthrope Mackenzie Scott, FRIDA - Le Fonds des jeunes féministes, a déclaré publiquement reconnaître que les subventions philanthropiques étaient le fruit de l'inégalité et de l'exploitation.<sup>59</sup>

## Pistes d'exploitation

L'absence de définitions et de normes communes au sein du GII ouvre la porte à des investisseurs susceptibles de se livrer à des exercices de *pinkwashing* ou *greenwashing* et, en définitive, d'écrire leur propre règlement avant que de véritables cadres réglementaires gouvernementaux puissent être mis en place. Ceci est particulièrement inquiétant si l'on considère qu'il existe déjà très peu de mécanismes de responsabilisation contre les abus des entreprises, surtout dans un contexte transnational. Ce manque de normes communes permet aux investisseurs de se présenter comme défenseurs de l'égalité des genres, tout en commettant des violations des droits humains. En effet, les entreprises investissant dans l'impact genré peuvent se voir récompensées pour quelque chose d'aussi basique que la mise en place de politiques contre le harcèlement sexuel - le non-respect de ces politiques étant illégal dans de nombreux pays - mais négliger par ailleurs les directives internationales telles que la Convention 190 de l'OIT sur la violence et le harcèlement.

Tandis que la tendance des GII se développe, certains gouvernements et acteurs·trices multilatéraux·ales ont commencé à envisager des cadres réglementaires et des normes communes concernant les investissements à impact, notamment dans le contexte des Objectifs de développement durable et du Programme 2030.

L'investissement ESG, par exemple, compte environ 600 normes de signalement dans le monde<sup>60</sup>, tandis que la taxonomie de l'UE de la Commission européenne est un système de classification des activités durables à l'échelle de l'Union<sup>61</sup>. Le Groupe de travail sur la finance durable du G20 élabore actuellement des taxonomies de la finance durable, en partie pour faire face aux difficultés que posent « la promulgation de différentes approches, les incohérences des données, le manque de comparabilité des critères ESG et des méthodes de notation, ainsi que le manque de clarté sur la façon dont ces critères affectent l'allocation d'actifs. »<sup>62</sup>

Malheureusement, ces cadres réglementaires existants et proposés restent faibles et inefficaces<sup>63</sup> et se concentrent en grande partie sur la gestion des risques encourus par l'investisseur, et non sur les préjudices potentiels pour les personnes dans lesquelles on investit. La Taxonomie de l'UE, par exemple, a

---

59 « L'argent est politique ». FRIDA, 23 mars 2022. <https://youngfeministfund.org/fr/>

60 Voir plus : « L'avenir des normes en matière de développement durable ». EY, juin 2021 (en langue anglaise) : [https://assets.ey.com/content/dam/ey-sites/ey-com/en\\_gl/topics/sustainability/ey-the-future-of-sustainability-reporting-standards-june-2021.pdf](https://assets.ey.com/content/dam/ey-sites/ey-com/en_gl/topics/sustainability/ey-the-future-of-sustainability-reporting-standards-june-2021.pdf). Consulté le 3 novembre 2021.

61 « Taxonomie européenne pour les activités durables. » Commission européenne. [https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/banking-and-finance/sustainable-finance/eu-taxonomy-sustainable-activities\\_en](https://ec.europa.eu/info/business-economy-euro/banking-and-finance/sustainable-finance/eu-taxonomy-sustainable-activities_en). Consulté le 22 novembre 2022. (disponible en langue anglaise uniquement)

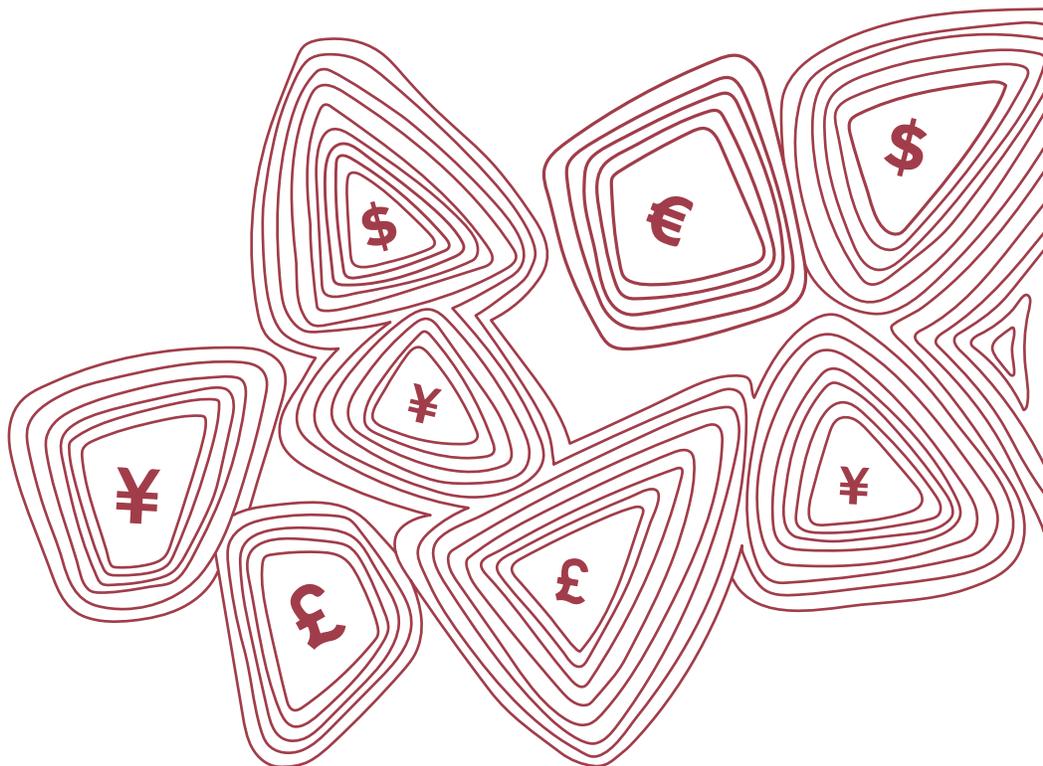
62 OCDE. *ESG Investing and Climate Transition: Market Practices, Issues and Policy Considerations*, OCDE Paris, 2021 (disponible en langue anglaise uniquement) : <https://www.oecd.org/finance/ESG-investing-and-climate-transition-market-practices-issues-and-policy-considerations.pdf>

63 Peu à peu, les gouvernements ainsi que les espaces multilatéraux commencent à parler de cadres réglementaires pour les investissements à impact, notamment pour l'ESG. La taxonomie de l'UE de la Commission européenne (CE), un système de classification des activités durables à l'échelle de l'UE, en est un exemple. # Autre exemple : Le Groupe de travail sur la finance durable du G20, qui s'efforce d'élaborer des taxonomies de la finance durable, en partie pour relever les défis que représentent "la promulgation de différentes approches, l'incohérence des données, le manque de comparabilité des critères ESG et des méthodologies de notation, ainsi que le manque de clarté sur la façon dont l'intégration ESG affecte l'allocation d'actifs". # Tous les cadres réglementaires existants ou potentiellement émergents sont critiqués, notamment par les mouvements féministes et la société civile. Voir plus : « L'avenir des normes en matière de développement durable ». EY, juin 2021. [https://assets.ey.com/content/dam/ey-sites/ey-com/en\\_gl/topics/sustainability/ey-the-future-of-sustainability-reporting-standards-june-2021.pdf](https://assets.ey.com/content/dam/ey-sites/ey-com/en_gl/topics/sustainability/ey-the-future-of-sustainability-reporting-standards-june-2021.pdf) (consulté le 3 novembre 2021).

été très récemment critiquée par la société civile pour avoir permis l'ingérence politique de la Commission européenne et ignoré les recommandations de son propre groupe d'expert·e·s, ainsi que pour son écoblanchiment du gaz fossile et de l'énergie nucléaire.<sup>64</sup>

Les partisan·e·s du GII le présentent malgré tout comme un moyen permettant à la société civile - les organisations de défense des droits des femmes en particulier - d'entrer directement en contact avec la communauté d'investisseurs et l'industrie financière au sens large. Et d'accéder potentiellement aux fonds alloués aux investissements durables et axés sur le genre afin de financer leur travail. Le Criterion Institute, par exemple, propose un guide permettant aux ONG de s'engager dans ce secteur.<sup>65</sup> Entre-temps, l'ONU Femmes a promu le programme *Innovative Financing and Gender Lens Investment Initiative (Initiative novatrice de financement et d'investissement réalisé dans une optique de genre)*<sup>66</sup> comme un moyen de mobiliser des fonds privés pour l'égalité des genres, notamment pour la réalisation du Programme 2030, en encourageant la mobilisation de capitaux et les investissements axés sur la perspective de genre.

Le GII offre de fausses solutions. L'organisation des travailleurs·euses, l'augmentation des impôts pour les sociétés transnationales, la suppression des flux financiers illicites, l'annulation de la dette, la nationalisation des entités trop grandes et trop puissantes et la mobilisation de ressources pour les mouvements féministes et les organisations de défense des droits des femmes sont des propositions de justice économique féministes beaucoup plus concrètes qui doivent être prises en compte au-delà des promesses fallacieuses du GII.<sup>67</sup>



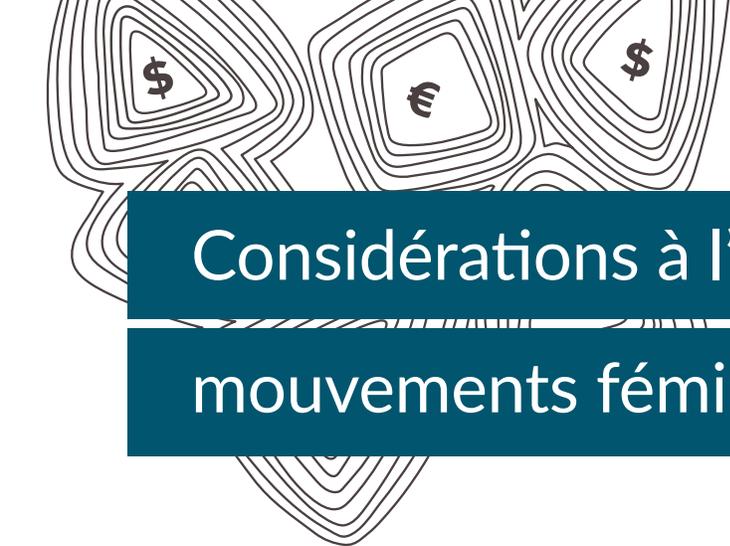
64 Monique Goyens, Ariel Brunner, Mathilde Crêpy, Luca Bonaccorsi et Sebastien Godinot. *Civil Society experts leaving the EU Platform on Sustainable Finance*. Lettre d'experts de la Plateforme européenne au commissaire McGuinness, 13 septembre 2022. Disponible en ligne (en langue anglaise) :

[https://wwfeu.awsassets.panda.org/downloads/220913\\_eu\\_platform\\_expert\\_letter\\_to\\_commissioner\\_mcguinness\\_\\_2\\_.pdf](https://wwfeu.awsassets.panda.org/downloads/220913_eu_platform_expert_letter_to_commissioner_mcguinness__2_.pdf)

65 Joy Anderson et Mara Bolis. *A Blueprint for International Non-Governmental Organizations on Using Finance as a Tool for Social Change*. Criterion Institute, 2018. Disponible ici (en langue anglaise) : [https://criterioninstitute.org/wp-content/uploads/2018/09/Criterion\\_Blueprint-for-INGOs.pdf](https://criterioninstitute.org/wp-content/uploads/2018/09/Criterion_Blueprint-for-INGOs.pdf)

66 « L'ONU Femmes lance l'Initiative de financement novateur pour le genre. » ONU Femmes, 2 juillet 2020 (disponible en anglais et espagnol uniquement) : <https://lac.unwomen.org/en/noticias-y-eventos/articulos/2020/06/iniciativa-financiamiento-innovador-de-genero>

67 Ibid.



# Considérations à l'intention des mouvements féministes



*Une grande partie des cadres d'investissement en faveur des questions de genre n'abordent pas la répartition du pouvoir, du travail et des valeurs. Ils sont ancrés dans le maintien du statu quo. Ils sont ancrés dans la notion de « retour sur investissement ». Avec tout le respect que je vous dois, tout ce GII ne s'intéresse généralement qu'au féminisme d'élite, au féminisme néolibéral, aux femmes Forbes, au féminisme Lean-In. Il s'intéresse à l'exceptionnalisme et à la réussite individuelle, et non à la remise en question des relations de pouvoir coloniales toxiques liées au genre. »*

- Participante à l'atelier de réflexion sur l'investissement à impact genré,  
février 2022

À l'instar du phénomène de l'investissement à impact plus large, le GII n'est probablement pas une mode à court terme. C'est la direction générationnelle vers laquelle évolue l'investissement, qui voit arriver de plus en plus d'investisseurs milléniaux et de la génération Z, remplaçant les baby-boomers et la génération X. Les mouvements féministes devront tenir compte de son influence accrue et de l'accueil favorable qui lui est réservé au sein des instances multilatérales et intergouvernementales, ainsi qu'auprès des bailleurs de fonds - et de ce que cela implique pour le ressourcement des mouvements féministes, ainsi que pour les programmes féministes de justice économique, redistributive et climatique.

Nos recherches, entretiens et discussions en atelier nous ont permis de mettre en évidence certaines considérations à l'intention des mouvements féministes, des organisations, des bailleurs de fonds, des activistes et des universitaires, toutes en rapport avec le GII. Les points de cette dernière section sont destinés à servir de base à une réflexion critique, et ne sont en aucun cas des positions exhaustives ou définitives.



## Diversité des points de vue au sein de l'écosystème féministe

Nous avons conscience qu'il existe une myriade de positions parmi les différent-e-s acteurs-trices de l'écosystème du financement féministe et du paysage de l'investissement à impact, qui sont centrées sur le capitalisme et le rôle et le pouvoir de la finance privée. Il y a ceux-celles qui ont sincèrement foi dans le capitalisme et qui, par conséquent, aimeraient qu'il soit utilisé « à bon escient », et ceux-celles qui restent sceptiques et critiques à l'égard du capitalisme, mais qui le considèrent objectivement comme un système qui domine et continuera de dominer nos vies, et dont les stratégies telles que le GII permettent provisoirement de tempérer les effets néfastes. D'autres, comme les auteures de ce rapport, pensent que la solution consiste à démanteler le capitalisme et le pouvoir de la finance privée dans son intégralité. Pour citer Audre Lorde : « Les outils du maître ne détruiront jamais la maison du maître ». <sup>68</sup>

*Cette diversité de positions reflète la variété et la richesse des mouvements féministes tandis que les féministes poursuivent leur réflexion sur les stratégies à adopter et les pistes à suivre en réponse au GII et à la capture des entreprises de manière plus générale.*

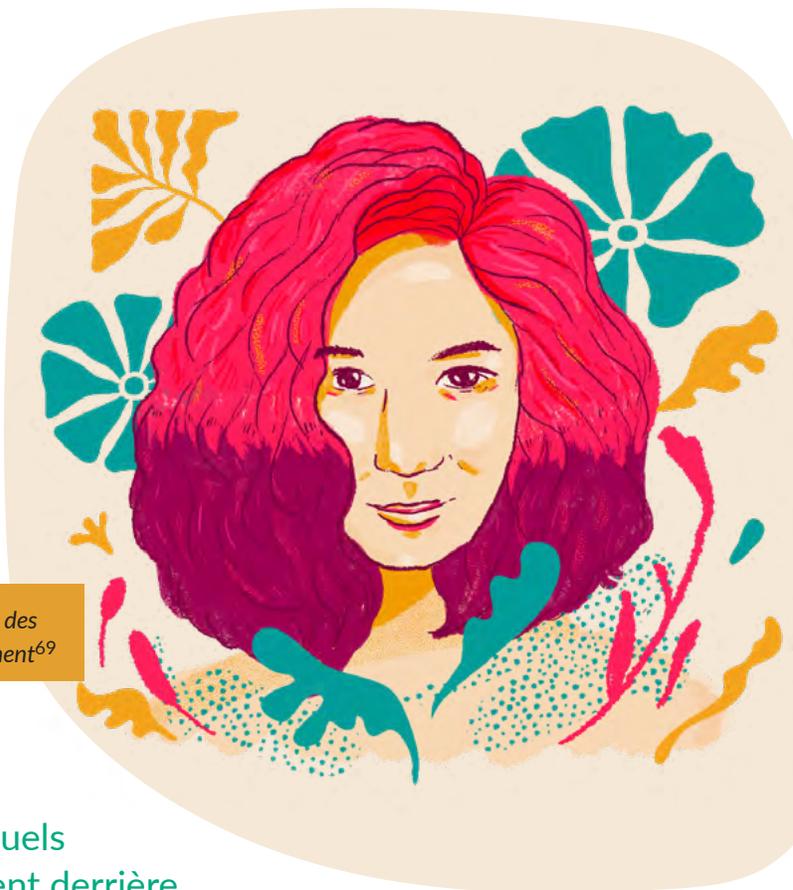


<sup>68</sup> Audre Lorde. *The Master's Tools Will Never Dismantle The Master's House*. (Les outils du maître ne détruiront jamais la maison du maître) Penguin Random House, 2017.

## La confusion entre ressourcement pour l'égalité des genres et GII

« Bien que le GII occupe une petite place dans le paysage plus vaste de l'investissement à impact, il reste néanmoins préoccupant car les fonds alloués aux mouvements féministes sont déjà extrêmement faibles, et si le GII doit le remplacer, c'est très inquiétant pour les mouvements féministes dans leur ensemble. »

- Emilia Reyes, Groupe de travail des femmes sur le financement du développement<sup>69</sup>



Les mouvements féministes pâtissent d'un sous-financement chronique<sup>70</sup> et il est de plus en plus difficile de savoir quels sont les chiffres qui se cachent réellement derrière les subventions disponibles en matière d'égalité des

genres. Bon nombre de gouvernements, de banques de développement et d'institutions financières internationales disent investir davantage dans l'égalité des genres, alors qu'en fait, ils investissent davantage dans le GII ou le GLI. Par exemple, 40 milliards de dollars US auraient été soi-disant engagés dans le cadre du Forum Génération Égalité à Paris en 2021, alors que selon les données limitées dont nous disposons, nous estimons que seuls 2 milliards de dollars US ont été promis dans le but explicite de soutenir les mouvements féministes et les organisations de défense des droits des femmes.<sup>71</sup>

Les chiffres de plusieurs milliards que le secteur privé prétend investir pour soutenir l'égalité des genres sont très souvent impressionnants; en réalité, il s'agit en grande partie de fonds publics qui soutiennent et subventionnent le GII et, par extension, ses plus gros investisseurs : les multinationales. L'amalgame des deux - GII et ressourcement en faveur de l'égalité des genres - est dangereux et compromet le ressourcement fondé sur les droits en faveur des mouvements féministes.

69 Partagé lors de l'atelier d'apprentissage sur l'investissement à impact généré de l'AWID. 2 au 9 février 2022.

70 Voir : Tenzin Dolker. *Où est l'argent pour l'organisation des mouvements féministes? Présentation de données et appel à l'action*. AWID, 2021. Disponible en ligne : <https://www.awid.org/fr/nouvelles-et-analyse/nouveau-dossier-ou-est-largent-pour-lorganisation-des-mouvements-feministes>

71 Kasia Staszewska. « De 40 milliards de dollars à 2 milliards de dollars : les chiffres réels des promesses de financement de la campagne « Génération Égalité ». » AWID, 11 novembre 2021. <https://www.awid.org/fr/nouvelles-et-analyse/de-40-milliards-de-dollars-2-milliards-de-dollars-les-chiffres-reels-des>

## Cooptation du langage, des idées et des discours féministes



*C'est le moment pour demander des comptes. Dans le passé, nous avons vu des États coopter le langage féministe et l'édulcorer. Maintenant, ce sont les capitalistes qui le font. Il est très important de prendre conscience de la puissance de notre discours féministe et de faire valoir ce que nous entendons quand nous parlons des droits des femmes. »*

- Vanita Mukherjee, *DAWN*<sup>72</sup>

La promotion du GII s'appuie souvent sur des discours et un langage développés et utilisés par des activistes et des mouvements féministes, malgré le maintien du statu quo. Ce langage sert à faire

croître la quantité de ressources publiques allouée au GII et à la justifier. Lorsque les féministes demandent un changement de système, ils-elles entendent par là une transformation axée sur la justice de genre, économique, climatique et redistributive. Les partisan·e·s du GII affirment qu'ils-elles ont le pouvoir de « libérer le potentiel des femmes et des filles », mais la façon dont ces investissements souhaitent s'attaquer aux préjudices systémiques n'est pas claire.

Il existe une poignée d'investisseurs engagés dans la justice de genre et sociale, comme RUNWAY, le Fonds Égalité et le Fonds *Buen Vivir de Thousand Currents*, qui s'efforcent d'accorder à la justice sociale une place centrale dans leurs investissements à impact. Cependant, pour la majorité des investisseurs, les critères d'appréciation concernant le GII, ou même l'investissement éthique, sont extrêmement bas et le fait qu'ils cooptent les discours existants sur la justice de genre pour les adapter à leur propre programme doit être considéré d'un œil critique.

<sup>72</sup> Partagé lors de l'atelier n° 1 d'apprentissage sur l'investissement à impact généré de l'AWID le 2 février 2022.

## Privatisation des espaces multilatéraux et capture corporative



Le GII ne fait que refléter une tendance générale qui prouve que les grandes entreprises se retrouvent au centre de tout. Je prédis que la financiarisation et la privatisation prendront le dessus à mesure que de nouveaux flux de revenus seront créés à partir de secteurs comme l'éducation, et par le passage constant du public au privé. Le GII s'inscrit dans la lignée des programmes de néocolonisation et de recolonisation. »

- Nancy Kachingwe,  
*Southern Feminist Futures*<sup>73</sup>



La tendance à la hausse des GII revient essentiellement à déléguer au secteur privé la responsabilité de trouver des « solutions » aux inégalités sociales et économiques, et ce, en dépit de ses antécédents d'exploitation des biens publics à des fins commerciales et privées. La corporatisation du processus de « réalisation de l'égalité des genres » est encore plus prononcée dans les espaces et agences multilatéraux, y compris l'ONU Femmes.

En novembre 2021, l'ONU Femmes a lancé le rapport *Bonds to Bridge the Gender Gap* (Des obligations pour combler le fossé entre les genres), qui entendait confier aux marchés mondiaux des capitaux de la dette problématiques un rôle important dans le financement de tout progrès vers l'égalité des genres, tant dans le secteur public que privé. Le rapport a remarquablement ignoré l'appel à l'annulation de la dette souveraine - une question clé qui a été mise en avant pendant la pandémie de la COVID-19, et qui est non seulement largement soutenue par la société civile mais aussi par plusieurs pays du Sud. Ces derniers ont fait remarquer que le service de la dette avait nui à leurs chances de pouvoir mobiliser des fonds en cas de crise.<sup>75</sup>

73 Partagé lors de l'atelier n° 1 d'apprentissage sur l'investissement à impact généré de l'AWID le 2 février 2022.

74 SFI. *Bonds to Bridge the Gender Gap: A Practitioner's Guide to Using Sustainable Debt for Gender equality*. Novembre 2021. Disponible ici (disponible en anglais uniquement) : <https://www.unwomen.org/sites/default/files/2021-11/Bonds-to-bridge-the-gender-gap-en.pdf>

75 Sana Jamal. « Le Premier ministre pakistanais Imran Khan demande un allègement de la dette pour les nations en développement touchées par la pandémie ». *Gulf News*, 13 avril 2021. <https://gulfnews.com/world/asia/pakistan/pakistan-pm-imran-khan-calls-for-pandemic-debt-relief-for-developing-nations-1.1618335015944>

Lors du lancement du rapport, des représentants de Morgan Stanley, Citibank et d'autres institutions ont déclaré que les GII pouvaient changer la donne si des fonds plus importants y étaient consacrés. L'ONU Femmes a également inclus des obligations de genre comme potentielles « approches de financement nouvelles et innovantes » dans son Plan stratégique 2022-2025.<sup>76</sup>

En mai 2022, l'ONU Femmes a annoncé qu'elle avait signé un protocole d'accord avec BlackRock, la plus grande société de gestion au monde avec plusieurs milliards de dollars d'actif, « afin de coopérer au développement de l'investissement réalisé dans une optique de genre ».<sup>77</sup> En août de la même année, plus de 700 féministes, leurs allié·e·s et des organisations de la société civile ont soumis une lettre ouverte<sup>78</sup> à l'ONU Femmes pour lui demander de bloquer BlackRock (#BlockBlackRock) et mettre fin au partenariat avec cette entreprise qui est emblématique des pratiques extractives capitalistes non responsables et des pires performances en matière de responsabilisation des entreprises. Cette lettre insistait sur les dangers que pose la capture des espaces de l'ONU par les entreprises. Si l'ONU Femmes a accepté de mettre fin à ce partenariat, plusieurs questions demeurent quant à l'engagement réel de l'ONU Femmes en faveur de la justice économique féministe.<sup>79</sup>

## Faible responsabilisation des investisseurs et défenseur·e·s du GII

Tout au long de ce rapport, nous avons évoqué l'absence de normes communes et de responsabilisation concernant le GII, que ce soit pour les gouvernements ou les investisseurs qui le réalisent, pour les entreprises et les sociétés qui le reçoivent, ou pour tout·e acteur·trice influent·e qui en fait la promotion.

Alors que les gouvernements et les organisations multilatérales comme l'ONU se tournent de plus en plus vers le secteur privé pour l'obtention de fonds et de services, il est important de rappeler que les gouvernements et les agences multilatérales comme l'ONU Femmes ont l'obligation de demander aux acteurs privés de rendre compte des préjudices sociaux, économiques et environnementaux. Les niveaux obscènes d'accumulation de richesses devraient également être une source d'inquiétude. Comme l'illustre la mobilisation #BlockBlackRock, les féministes et les défenseur·e·s de l'égalité des genres sont décidé·e·s à demander des comptes aux gouvernements et aux institutions multilatérales qui facilitent la participation du secteur financier privé mais ne veillent pas à ce que ces acteurs privés soient tenus responsables de leurs violations des droits humains des femmes.

---

76 Conseil d'administration de l'ONU Femmes. *Entité des Nations unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (ONU Femmes) Plan stratégique 2022-2025*. ONU, 12 juillet 2021. UNW/2021/6. Disponible en ligne : <https://documents-dds-ny.un.org/doc/UNDOC/GEN/N21/186/23/PDF/N2118623.pdf?OpenElement>

77 « BlackRock et l'ONU Femmes s'engagent à promouvoir l'investissement réalisé dans une optique de genre ». *BlackRock*, 25 mai 2022. <https://www.blackrock.com/corporate/newsroom/press-releases/article/corporate-one/press-releases/blackrock-and-un-women-to-promote-gender-lens-investing>

78 « Les féministes demandent la fin du partenariat de l'ONU Femmes avec BlackRock » *AWID*, 2022. <https://awid.org/fr/nouvelles-et-analyse/les-feministes-demandent-la-fin-du-partenariat-de-lonu-femmes-avec-blackrock>

79 « Au-delà de BlackRock : défier les partenariats corporatifs de l'ONU » *AWID*, 14 septembre 2022. <https://awid.org/fr/nouvelles-et-analyse/au-dela-de-blackrock-defier-les-partenariats-corporatifs-de-lonu>

## Fausse solutions comparativement à l'agenda féministe

### en faveur d'un changement systémique

Le GII prétend apporter des changements structurels mais pour la quasi-totalité des personnes que nous avons interrogées et qui étaient favorables au GII, il ne s'agit que d'un « outil ».

Suzanne Biegel, fondatrice de Women Effect et de Catalyst at Large Ltd, reconnaît que « les investissements ne résoudre pas ces questions et ces problèmes (en référence aux réparations, à l'accapement des terres, aux déplacements dus au réchauffement climatique, etc.). Il va falloir y associer d'autres outils comme les politiques, le gouvernement, le financement, etc., sachant que l'investissement n'est qu'un outil parmi d'autres. »<sup>80</sup> L'ONU Femmes a également été très critique à l'égard des affirmations de l'industrie de l'investissement à impact sur la façon dont le GII transforme le paysage du genre.<sup>81</sup>

Puisqu'il est clair que le GII ne va pas s'attaquer aux obstacles structurels, les acteurs·trices et les investisseurs qui choisissent de s'engager dans le GII feraient mieux de renoncer à utiliser le langage propre au changement de système. Les institutions de l'ONU et les gouvernements devraient adopter et promouvoir l'analyse féministe de la justice macroéconomique pour éclairer leurs décisions en matière d'investissements ainsi que leur approche en matière de partenariats et d'engagements pour le financement du développement et de l'égalité des genres. L'analyse féministe de la justice macroéconomique est systémique et structurelle, et considère que les questions macroéconomiques - dette, impôts, capital, dotation et privatisation - sont toutes interdépendantes et qu'elles ont un impact sur l'égalité des genres et les droits humains des femmes.

**Une transformation structurelle de la façon dont les ressources sont générées et distribuées dans la société, ainsi que de notre système économique fortement ancré dans les inégalités, s'impose. Et les mouvements féministes, qui ont appelé de leurs vœux ce type de changement de système, sont les mieux placés pour le mener.**

---

<sup>80</sup> Entretien avec Suzanne Biegel, fondatrice de Women Effect, Catalyst at Large Ltd. Réalisé le 6 décembre 2021.

<sup>81</sup> Entretien avec Robyn Oates, Spécialiste de la finance durable, ONU Femmes, et Vipul Bhagat, conseiller senior, Finance durable, ONU Femmes. Réalisé le 6 janvier 2022.

# Annexe : liste des personnes ayant participé aux entretiens

1. Suzanne Biegel, fondatrice de Women Effect, Catalyst at Large Ltd. Entretien réalisé le 6 décembre 2021.
2. Myriam Vander Stichele, chercheuse senior au Centre de recherche sur les multinationales (SOMO). Entretien réalisé le 15 décembre 2021.
3. Anonyme. Entretien réalisé le 5 janvier 2022.
4. Jessica Norwood, fondatrice du projet RUNWAY. Entretien réalisé le 18 janvier 2021.
5. Robyn Oates, spécialiste de la finance durable, ONU Femmes, et Vipul Bhagat, conseiller principal, Finance durable, ONU Femmes. Entretien réalisé le 6 janvier 2022.
6. Jennifer Olmsted, professeure d'économie et directrice des études sur le Moyen-Orient et du semestre sur l'entrepreneuriat social, Université Drew. Entretien réalisé le 27 septembre 2022.
7. Jessica Houssian, co-PDG, Fonds Égalité; Rehana Nathoo, conseillère principale, Fonds Égalité; Beth Woroniuk, vice-présidente, Politique, Fonds Égalité. Entretien réalisé par courriel le 7 octobre 2022.

AWID.org

 @AWID

  @AWIDWomensRights

awid

